

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Afrique – refus du rôle d'être un simple objet de l'Histoire

La guerre en Ukraine et les signes avant-coureurs d'un nouvel ordre mondial

km. Les 16 et 17 juin 2023, cinq chefs d'Etat et de gouvernements africains ainsi que de hauts représentants diplomatiques d'autres Etats africains se sont rendus – non sans être chicanés lors de leur escale à Varsovie – d'abord à Kiev pour y rencontrer le Président ukrainien Zelensky, puis à Saint-Petersbourg pour s'entretenir avec le Président russe Poutine en marge du *Forum économique international de Saint-Petersbourg*. Dans les médias germanophones, la couverture de l'événement a été succincte, à quelques exceptions près. Dans les commentaires sur les préoccupations des politiciens africains, c'est le ton critique qui a prévalu, notamment parce qu'on supputait des objectifs cachés des dirigeants africains. Différents articles de presse ont mis le doigt sur les bonnes relations que l'Afrique du Sud et son Président (qui s'est vu reprocher de vouloir se profiler) entretiendraient avec la Russie. Les attaques polémiques contre le président russe devenues endémiques n'ont pas manqué, cette fois non plus.

Un ton plus affirmatif envers les efforts des politiciens et diplomates africains a été emprunté par la presse catholique.¹ Un commentaire préliminaire du «Tagesspiegel», quotidien berlinois paru dans l'édition du 8 juin et

intitulé «Initiative africaine de paix pour l'Ukraine, avant-goût du nouvel ordre mondial» s'est également démarqué positivement: «L'initiative de paix mérite de retenir l'attention, indépendamment de son issue. Car elle montre quelque chose qui a trop longtemps été ignoré chez nous: sûrs d'eux et de leur poids, les Etats africains aspirent depuis longtemps à une plus grande influence internationale. C'est l'expression d'un changement global en politique mondiale. Les pays du Sud ne veulent plus être perçus uniquement comme des bénéficiaires d'aide ou les pions dans les jeux des grands acteurs internationaux. Ils exigent le respect. Car ils sont conscients de leur importance croissante en tant que partenaires commerciaux ou alliés stratégiques. Toujours est-il qu'en Allemagne et en Europe, la reconnaissance et le respect qui leur sont dus sont encore trop rarement accordés.» On y lit également: «Notre politique devra s'adapter au fait que l'Afrique gagne en importance, insistant sur le fait qu'elle a son mot à dire lorsqu'il s'agit de l'ordre international et de la répartition des pouvoirs dans le monde. Et sur la guerre et la paix. Les efforts de médiation actuels concernant l'Ukraine ne sont donc qu'un avant-goût».

Tonalité devenue un peu plus objective
L'initiative des dirigeants africains et leur voyage à Kiev et à Saint-Petersbourg constituent la première tentative des Etats africains de contribuer à la paix dans un conflit devenu belliqueux entre Etats non africains. Selon la teneur générale des articles et des documents disponibles, les dirigeants et diplomates africains ont agi avec prudence, se concentrant d'abord sur l'établissement d'un fil de débat direct, surtout en écoute des représentants ukrainiens et russes. Ce qui ne les a pas empêché d'apporter leurs propres réflexions – tout en renonçant à s'afficher en tant que grande puissance, se présentant sans pédanterie présomptueuse et sans insister sur la représentation exclusive. On parle d'un «plan à 10 points», pourtant pas encore officiel².

Il va de soi que l'Afrique a son propre intérêt à ce que le conflit prenne fin. «Ce conflit a un impact négatif sur l'Afrique», a déclaré le président sud-africain. Il ajoute que «la voie vers la paix» était certes «très dure» mais inévitable pour mettre fin à ce conflit, plus tôt que tard, «par des négociations ainsi que par des moyens diplomatiques».

La rencontre de Kiev s'est terminée par une conférence de presse commune. Celle-ci a relevé que le président ukrainien n'était actuellement pas prêt à négocier, posant au contraire des conditions inacceptables pour la Russie. Zelensky a déclaré qu'il ne comprenait pas ce que la visite de la délégation africaine à Poutine pouvait apporter.

Quant au président russe, il ne s'est pas exprimé publiquement après la rencontre avec ses interlocuteurs africains. Par contre, la Russie a publié une déclaration de Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, ainsi qu'un rapport détaillé de l'agence de presse russe TASS.

Réflexion faite, concernant les voix méritant d'être documentées dans ces colonnes, j'ai opté pour le rapport de l'agence de presse russe TASS (en raison de son exhaustivité et pour documenter la position russe, toujours largement ignorée chez nous en Occident) et un commentaire d'un jeune journaliste sudafricain [voir page ci-dessous et page suivante].

¹ cf. kathpress.at du 16.6.2023 et, en avant-première, Vatican News du 14.6.2023

² cf. les 10 points dans dailymaverick.co.za du 18.6.2023

(Traduction Horizons et débats)

Les points essentiels de la rencontre de Vladimir Poutine avec la mission africaine pour la paix (TASS)

La Russie se déclare prête à examiner toutes les propositions faites par les Etats africains pour régler le conflit en Ukraine, a déclaré le Président russe Vladimir Poutine en recevant les représentants de sept Etats africains venus présenter leurs initiatives de paix concernant l'Ukraine. La délégation africaine s'était auparavant entretenue au sujet de cette initiative à Kiev avec le Président ukrainien Vladimir Zelenski.

Au cours de ses entretiens avec Poutine, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa a présenté les dix points principaux du plan de paix, qui comprennent entre autres la désescalade du conflit des deux camps, des négociations diplomatiques, la garantie de la souveraineté des Etats conformément à la Charte des Nations unies, l'échange de prisonniers, la reconstruction du pays après la guerre. Dans sa réponse, Poutine a fait remarquer que l'Ukraine s'était, de sa propre initiative, désengagée des pourparlers avec la Russie,

bien qu'un accord de paix ait été provisoirement signé à Istanbul. En outre, la Russie est en droit de reconnaître l'indépendance de la République populaire démocratique de Donetsk [RPD] et de la République populaire de Louhansk [RPL] conformément à la Charte des Nations unies, a déclaré Poutine. Les entretiens ont duré plus de trois heures et ont ensuite été commentés par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Les points essentiels de l'entretien entre Poutine et les dirigeants africains sont exposés ci-dessous.

La position équilibrée de l'Afrique

Parmi les membres de la mission africaine se trouvaient Hakainde Hichilema, Président de la Zambie, Azali Assoumani, Président des Comores (qui assure également actuellement la présidence de l'Union africaine), Macky Sall, Président du Sénégal, Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud, Mostafa Mad-

bouly, Premier ministre égyptien, ainsi que les envoyés spéciaux des présidents de la République du Congo et de l'Ouganda, Floran Nsiba et Ruhakana Rugunda.

Au début des négociations, Poutine a souligné que le développement exhaustif des relations avec les Etats africains était une priorité dans la politique étrangère de la Russie.

«Nous nous engageons fermement à renforcer encore les relations traditionnellement amicales avec les Etats africains et le principal groupement régional – l'Union africaine – qui sont fondées sur les principes d'égalité, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures» a déclaré Poutine.

Il a ajouté que la Russie était ouverte à un dialogue constructif avec tous ceux qui aspirent à la paix sur la base des principes de justice et d'égalité et de la prise en compte des intérêts légitimes de toutes les parties. Il a également indiqué que la Russie appréciait la position équilibrée des pays africains sur la

situation en Ukraine ainsi que leur souhait de voir la crise se résoudre.

Le plan de paix en dix points

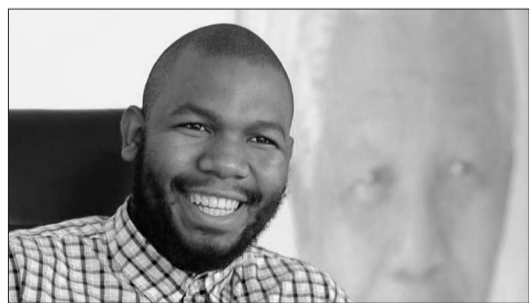
«Nous sommes là pour vous écouter et pour faire, à travers vous, entendre la voix du peuple russe. Nous voulons vous inciter à entamer des négociations avec l'Ukraine afin de surmonter ce problème complexe», a déclaré Azali Assoumani. Macky Sall a souligné le souhait de l'Afrique au sujet de l'instauration de la paix entre la Russie et l'Ukraine et que cette instauration de la paix ne pouvait se réaliser que sur la base du dialogue et du compromis.

Parallèlement, Cyril Ramaphosa a déclaré que le temps était venu de mettre fin au conflit en Ukraine. Il a mentionné la volonté de l'Afrique à jouer un rôle de médiateur dans la recherche de la paix présentant un plan incluant les 10 points cruciaux pour y parvenir.

Suite page 2

Mission de paix: mieux vaut tard que jamais

par Siyavuya Mzantsi*



Siyavuya Mzantsi (photo mad)

«Mieux vaut tard que jamais», voilà un proverbe qui reprend tout son sens suite à la

récente mission de paix effectuée par certains chefs d'Etat et de gouvernement africains en Ukraine et en Russie. Même s'il leur a fallu des mois pour se faire leur propre opinion sur le conflit, il est louable que ces hommes d'Etat, sous la houlette du président Cyril Ramaphosa, se soient donné pour mission de rencontrer et d'écouter les deux parties.

Indépendamment des aspects de realpolitik qui ont certes pu jouer un rôle quant au choix de la visite, on ne saurait sous-estimer l'impact du conflit, notamment en Afrique.

Concernant la mission de paix, il est difficile de contredire ceux qui la qualifient d'historique pour le continent: pour ce qui touche aux questions d'importance mondiale, le continent africain fait encore largement figure de spectateur et il est décourageant de constater que nombreux sont ceux qui, y compris dans les médias, ont tenté de minimiser l'importance de cet événement.

On ne pouvait bien sûr pas s'attendre à ce que les chefs d'Etat africains soient en mesure de mettre fin immédiatement au conflit, ce qui n'aurait véritablement été qu'un vœu pieux. D'autres pays avant eux s'y étaient également essayés, sans succès. Il s'agissait bien plutôt d'entendre, venant de chacun des deux pays adverses, ce qui pouvait être fait pour parvenir à instaurer la paix.

Le projet de document-cadre présenté par les chefs de gouvernement africains stipulait clairement – tout en proposant une série de «mesures de confiance» – l'objectif de la mission, qui était de «promouvoir les enjeux de la paix et d'encourager les parties à accepter un processus de négociation basé sur la diplomatie». Si cela n'avait tenu qu'à eux, ils se seraient contentés d'une évacuation des troupes, d'un démantèlement des armes nucléaires tactiques de la Biélorussie, de la levée de l'exécution d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à l'encontre du Pré-

sident russe Vladimir Poutine et de la suppression des sanctions.

Ce qui s'est fait clairement jour lors de cette visite, c'est qu'aucun déplacement d'un quelconque chef d'Etat ne mettra fin à ce conflit si les deux pays n'y sont pas eux-mêmes prêts et si cela se produit, il n'y aura pas de véritable vainqueur.

Même si les tentatives du président sénégalais Macky Sall et de Ramaphosa, qui dirigeait la délégation comprenant également les chefs d'Etat zambien et comorien ainsi que le Premier ministre égyptien, semblent désormais infructueuses, ces mêmes hommes d'Etat peuvent s'enorgueillir d'avoir fait au moins résonner les voix africaines dans cette crise mondiale.

Source: <https://www.iol.co.za/capetimes/opinion/peace-mission-better-late-than-never-0d733c8d-fc4b-48f0-bf91-2cdaa37a388b> du 19/06/23

(Traduction Horizons et débats)

* Siyavuya Mzantsi, journaliste sud-africain, est rédacteur en chef du journal «Cape Times». En 2020, il a remporté son premier prix international de journalisme à l'âge de 26 ans. (cf. <https://www.iol.co.za/news/south-africa/western-cape/capetimes-editor-siyavuya-mzantsi-wins-big-at-inma-30-under-30-awards-a8824a32-e80f-4c4c-bee2-6776bc903bc>).

«Les points essentiels ...»

suite de la page 1

Le plan prévoit notamment de prendre acte des positions des deux pays, entamer la désescalade des deux côtés, garantir la souveraineté des Etats et des peuples conformément à la Charte des Nations unies, obtenir des garanties de sécurité pour tous les pays, assurer le transport des céréales et des engrais provenant des deux pays, fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre, régler la question de l'échange de prisonniers et du rapatriement des enfants, assurer la reconstruction de l'après-guerre et l'aide aux populations touchées par le conflit tout en renforçant la coopération avec les Etats africains.

Le droit de la Russie à reconnaître la République du Donbass

Le Président russe a évoqué le plan de paix qui lui avait été soumis et exposé la position de la Russie sur certaines des propositions. Il a rappelé que la Russie avait soutenu les habitants du Donbass après le «coup d'Etat sanglant» en Ukraine et qu'elle tentait depuis longtemps de régler la situation de manière pacifique. «C'est le régime de Kiev qui a déclenché cette guerre en 2014, et nous avons le droit de porter assistance [à la population du Donbass – TASS] conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies, en invoquant la clause de légitime défense», a souligné M. Poutine.

Signature du traité de paix à titre provisoire

Poutine a fait remarquer qu'il n'y a jamais eu, du côté russe, de refus de négocier avec l'Ukraine. En effet, c'est cette dernière qui en avait décidé autrement, scellant son désaccord par le décret¹ de Zelensky.

Poutine a également souligné que les autorités ukrainiennes avaient provisoirement signé le projet pour un accord avec Moscou, préparé à Istanbul en mars 2022; cependant, après le retrait des forces russes [des environs de Kiev], les autorités ukrainiennes avaient choisi ne plus tenir compte de ce document, comprenant 18 articles et annexes ainsi que des clauses portant sur la neutralité et les garanties de sécurité. Ce document, le Président l'a présenté aux chefs d'Etat et de gouvernement africains.

«Le document concerne également les forces armées et autres. Tout a été mis par écrit – jus qu'au nombre de véhicules et d'effectifs» a mis en évidence Poutine.

Le porte-parole du Kremlin, *Dimitri Peskov*, a par la suite déclaré aux journalistes que les dirigeants africains se montraient intéressés par le projet d'accord sur l'Ukraine.

Relocalisation des enfants

Le chef de l'Etat a insisté sur le fait que les autorités russes ont relocalisé les enfants en



Rencontre des chefs de délégation des Etats africains avec des représentants de l'Etat russe à Saint-Petersbourg le 17 juin 2023 (photo Pavel Bednyakov, RIA Novosti)

toute légalité depuis la zone de conflit et ne se sont jamais opposées à ce qu'ils retrouvent leurs familles.

«Nous avons déplacé les enfants de la zone de conflit pour préserver leur vie et leur santé – c'est ce qui s'est passé. Personne n'avait l'intention de séparer les enfants de leurs parents. Des orphelinats entiers ont été déplacés en toute légalité, car les directeurs des orphelinats étaient leurs représentants légaux», a-t-il déclaré. Poutine a ajouté que les autorités russes ne se seraient jamais opposées à la réunion des enfants avec leurs familles si seulement leurs proches s'étaient manifestés.

Echanges de prisonniers

Le Président russe a en plus rappelé que Moscou coopérerait avec Kiev en matière d'échange de prisonniers de guerre: «Beaucoup de choses sont faites dans ce sens, aussi bien par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis que par nos autres partenaires et amis. Et nous sommes prêts à encourager ce processus.»

Une imposture plutôt qu'un accord sur les céréales

Poutine a qualifié d'imposture le fait que les denrées alimentaires au titre de l'accord sur les céréales n'atteignent pas les pays africains qui en ont besoin: «Ces autorités néocoloniales – européennes et essentiellement américaines – ont une fois de plus trompé la communauté internationale et les pays africains vulnérables.»

Poutine a insisté sur le fait que 31,7 millions de tonnes de produits agricoles ont déjà été exportées depuis les ports ukrainiens dans le cadre de cette initiative céréalière, mais que seuls 3,1 % de cette quantité sont arrivés aux pays en développement. Le président a déclaré que les livraisons de céréales en provenance

d'Ukraine étaient loin de résoudre le problème de la faim.

«La crise qui touche le marché alimentaire mondial n'est en aucun cas une conséquence de l'opération militaire spéciale menée en Ukraine; elle était déjà prévisible bien avant la situation en Ukraine. Elle est survenue parce que les pays occidentaux – aussi bien les Etats-Unis que les pays européens – ont agi sans aucune légitimité économique afin de résoudre leurs propres difficultés liées à la pandémie de coronavirus», a déclaré Poutine.

Courrier des lecteurs

La brutalité de l'impérialisme américain

Merci d'avoir publié, dans l'édition 13 d'Horizons et débats, cette critique empathique et si instructive du livre « Une sortie honorable » d'Eric Vuillard. *Silvia Nogradi* y a remarquablement rendu l'atmosphère pesante que l'auteur est parvenu à instaurer par l'enchaînement des scènes ainsi que l'analyse des caractères des personnages, en recentrant son article sur ce qui est au cœur du livre, la guerre d'Indochine.

Ce rappel m'a incité à ressortir de ma bibliothèque le livre que j'avais lu lors de sa parution en 2022. A la relecture, il m'est apparu encore plus impressionnant. Vuillard rend palpables des éléments cruciaux pour l'évolution qu'a prise notre histoire récente et les présente sous un jour autant fascinant que souvent choquant. Ainsi, les retombées des terrifiantes activités des frères *Allan et John Foster Dulles*, qui ont impacté l'Indochine, l'Amérique latine, l'Afrique et l'Europe et dont les conséquences pèsent encore aujourd'hui sur tant de victimes. Le point de départ est la visite à Paris, le 21 avril 1954, de *John Foster Dulles*, alors Secrétaire d'Etat américain, à un moment où l'armée française est en pleine déroute en Indochine. Dulles fait alors au ministre français des Affaires étrangères Bidault, complètement abasourdi, l'offre suivante: «Et si je vous en donnais deux?» [...] «Deux quoi?» [...] «Deux bombes atomiques ...» (pour «sauver» les forces françaises embourbées à Dien Bien Phu, p. 94 et suivantes). Bidault, qui en avait pourtant déjà vu et vécu de toutes les couleurs dans la Résistance, a eu bien du mal à conserver son sang-froid.

Pour mieux cerner ces personnages, Vuillard évoque également leurs antécédents familiaux respectifs et la jeunesse des deux frères Dulles: John Foster est le frère d'*Allan*, directeur de la CIA et en même temps petit-fils et neveu des 32^e et 42^e secrétaires d'Etat américains, dont l'un des aéroports de Washington, «Washington-Dulles» porte le nom.

Bidault, lui, se situe socialement dans les parvenus; son père étant agent d'assurance et ses soutiens se recrutent parmi les petits propriétaires terriens catholiques. Dulles, par contre, dispose d'un entourage familial et social bien intégré dans le monde des multinationales de l'époque dans le sillage duquel on retrouve non seulement quantité de documents, mais aussi de nombreux cadavres politiques.

Avec son frère, il a contribué à renverser le Premier ministre iranien *Mossadegh* après que ce dernier ait eu l'idée, malencontreuse aux détenteurs du pouvoir d'alors, de nationaliser

Comprendre les véritables motivations

A l'issue de cette rencontre, *Sergueï Lavrov*, Ministre russe des Affaires étrangères, qui était également présent, a fait savoir que l'initiative de paix africaine n'était pas encore disponible sous sa forme écrite, mais que les dirigeants africains comprenaient «les raisons réelles et profondes qui sous-tendent les événements actuels» et que la solution à cette situation passait par l'élaboration de mesures spécifiques visant à y remédier.

«En premier lieu, [les Etats africains] ont rappelé les 12 points notoires de la position défendue par la Chine il y a quelques mois, en insistant sur les parties [...] qui rejoignent leurs propositions et qui stipulent qu'il ne doit pas y avoir «deux poids deux mesures», que tous les principes de la Charte des Nations unies [...] soient respectés et mis en œuvre, qu'il n'y ait pas de sanctions unilatérales, que personne ne doit chercher à assurer sa propre sécurité au détriment de la sécurité des autres et que la sécurité au niveau mondial reste indivisible», a déclaré le Ministre des Affaires étrangères, soulignant que la Russie soutenait de telles approches de principe. Selon *Dmitry Peskov*, porte-parole du Kremlin, Poutine et les représentants africains se disent prêts à poursuivre les contacts, même si toutes les clauses de l'initiative de paix ne sont pas en accord avec la position de la Russie.

¹ Le Président russe fait très probablement référence ici à un décret du Président ukrainien datant de début octobre 2022, lequel interdit aux Ukrainiens de négocier la paix avec la Russie. (NDLR)

Source: <https://tass.com> du 18/06/23

(Traduction Horizons et débats)

«Nous agissons en toute connaissance des enjeux de cette guerre ...»

Lors d'une interview avec un journaliste de la BBC britannique, l'ancien Ministre sud-africain des Sports, actuel Secrétaire général du Congrès national africain (CNA), *Fikile Mbalula*, a déclaré que son pays était favorable à de bonnes relations avec Vladimir Poutine, à la grande consternation du journaliste. Lorsque celui-ci fait allusion à ce que Poutine était accusé de crimes de guerre, *Mbalula* réplique en le confrontant du fait que l'ancien Premier ministre britannique, *Tony Blair*, était responsable de la mort de millions de personnes en Irak et en Afghanistan mais qu'il n'avait pas été menacé d'arrestation d'aucune instance compétente.

BBC: L'Afrique est membre de la Cour pénale internationale (CPI). Lorsque Poutine arrive chez vous en août, comme prévu, votre gouvernement sera obligé de l'arrêter. En tant que secrétaire général de l'ANC, pensez-vous que votre gouvernement devra l'arrêter et qu'il le fera?

Fikile Mbalula: Si cela ne tenait qu'à la CNA, nous voudrions que le président Poutine soit ici dès demain.

[...]

Vous allez souhaiter la bienvenue à Vladimir Poutine? Ici, à cette heure? Un homme qui fait l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre?

Nous accueillerons Poutine chez nous en tant que partie et personne des pays BRICS. Tout en sachant que la CPI essaie de nous régenter à cet égard. Poutine est chef d'Etat – pensez-vous qu'il puisse être arrêté n'importe où?

Combien de crimes votre pays a-t-il commis en Irak? Combien de crimes ont été commis en Irak et en Afghanistan par tous les autres qui élèvent leurs voix si bruyamment aujourd'hui? Les avez-vous arrêtés?

Vous connaissez les conséquences, mais quant aux points de vue standard que vous...

Vous faites beaucoup de bruit autour de Poutine, au lieu de vous engager pour la paix entre l'Ukraine et la Russie. Où étaient-elles, ces armes de destruction massive? *Tony Blair* s'est rendu en Irak et a affirmé que l'Irak stockait des armes de destruction massive. Voyez-vous quelqu'un en Grande-Bretagne qui s'y oppose? Plus d'un million de personnes sont mortes en Irak et en Afghanistan mais ces «armes de destruction massive» n'y existent pas. Nous connaissons très bien les vrais enjeux dans cette guerre ...

Monsieur le Secrétaire général ...

... entre la Russie et l'Ukraine. Nous voulons la paix. C'est crucial. Pour que la prospérité puisse s'épanouir à nouveau. Et les organes et institutions du monde censés assurer la paix mondiale ne doivent plus longtemps briller par leur silence lorsqu'il est grand temps d'agir de manière décisive ...

[Déviant du sujet:] Il ne nous reste qu'un moment... Je voudrais donc revenir sur la politique intérieure sud-africaine avant de terminer. [...]

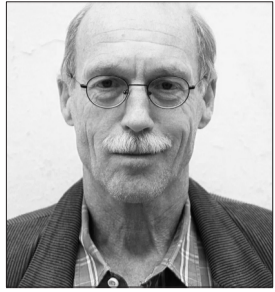
Source: *The Jimmy Dore Show*; <https://youtu.be/K8q0Hjga9o0> (minutes 1:15-3:17)

(Traduction Horizons et débats)

Rita Müller Hill, Cologne

Comment j'ai cessé de faire confiance aux médias traditionnels

par Helmut Scheben*



Helmut Scheben
(photo mad)

Les médias grand public manquent souvent de crédibilité, mais les informations qu'elles fournissent sont rarement vérifiées et lorsqu'elles s'avèrent par la suite inexactes, la mémoire collective les a généralement déjà enregistrées sur son disque dur comme «vérités historiques».

Depuis la guerre du Golfe de 1991, les médias des Etats-Unis avaient l'interdiction de montrer des photos de cercueils de soldats américains décédés, mesure qui n'a été levée qu'en février 2009. Il était également interdit de filmer des soldats américains morts ou blessés. Cette interdiction a été appliquée avec la plus extrême rigueur, surtout pendant la guerre en Irak, comme l'ont rapportée des cameramen.

Un jour, en recherchant ce genre d'images dans les gigantesques archives de la télévision suisse, j'ai trouvé une unique séquence d'environ trois secondes, montrant un soldat américain tentant de s'extirper d'un char en feu. Trois secondes parmi les milliers de vidéos tournées pendant la guerre! Trois secondes, comme on peut le voir, révélant l'erreur d'un monteur qui avait mal réglé un IN ou un OUT, rendant ainsi visible du matériel devant être soumis à la censure. Depuis le Vietnam, on ne montre plus de scènes de défaite. Il n'y a donc plus de défaites, car ce sont les actualités télévisées comprimées en deux minutes et demie qui écrivent l'histoire dans nos têtes.

En 1920, dans son livre «Liberty and the News», Walter Lippmann, journaliste américain et théoricien des médias, faisait le constat suivant:

«Les colonnes des journaux sont des supports publics d'information. Si ceux qui les contrôlent s'arrogent le droit de déterminer ce qui doit être rapporté et dans quel but, cela met fin à tout processus démocratique.» (Lippmann p. 24)

Il y a quelques années, je n'aurais jamais imaginé que mon passage matinal à la boîte aux lettres pour y chercher les journaux s'accompagnerait d'un léger contrepoint de dégoût et d'ennui. J'aime avoir du papier entre les mains pour le café du matin, plutôt que de regarder un écran. Toutefois, le temps consacré à la lecture diminue d'année en année. Cela s'explique d'abord par le fait que bien des sujets ont cessé de m'intéresser, par exemple l'éternel feuilleton de la famille royale britannique, les incontournables débats quotidiens sur les problèmes LGBTQ, la tendance *MeToo* au sein des groupies lors des concerts de rock ou les enquêtes parlementaires visant à déterminer pourquoi les banques du carousel financier vont droit dans le mur. Mais les vrais problèmes de la majorité des gens, la guerre en Ukraine, l'escalade du conflit entre les Etats-Unis et la Chine, c'est-à-dire des événements affectant aujourd'hui la vie de millions de contribuables et qui pèseront sur les générations futures (réarmement, inflation, politique énergétique, politique de sanctions, asile, etc.), sont présentés dans nos principaux médias sous un angle tellement réducteur qu'il me laisse pantois. L'évidence de ce déni de réalité confine à la rage.

Sur 100 articles sur la guerre, il n'y en a pas cinq qui reflètent le point de vue de l'adversaire

A titre d'exemple, j'ai pris la peine de vérifier si le quotidien zurichois «Tagesanzeiger», auquel je suis abonné, était partial. Entre l'attaque de la Russie en février 2022 et la fin de l'année 2022, j'ai consulté une centaine d'articles traitant directement de la guerre en Ukraine. Au centième, j'ai laissé tomber, lassé

«Mais les vrais problèmes de la majorité des gens, la guerre en Ukraine, l'escalade du conflit entre les Etats-Unis et la Chine, c'est-à-dire des événements affectant aujourd'hui la vie de millions de contribuables et qui pèseront sur les générations futures (réarmement, inflation, politique énergétique, politique de sanctions, asile, etc.), sont présentés dans nos principaux médias sous un angle tellement réducteur qu'il me laisse pantois. L'évidence de ce déni de réalité confine à la rage.»

par les répétitions. Ils décrivaient presque tous les souffrances et l'héroïsme de l'Ukraine occidentale dans la guerre d'agression russe et – en termes choquants – les crimes de la Russie. Les experts en systèmes d'armement et en géostratégie répétaient inlassablement pourquoi il fallait vaincre la Russie, et les investigateurs n'avaient plus d'autre objectif que de traquer un ou une Russe dont on pourrait encore saisir les biens.

Sur cent articles, je n'en ai pas trouvé cinq rapportant ce qui se passait de l'autre côté du front. Aucune allusion à la souffrance des Ukrainiens pro-russes sous les attaques de missiles et les tirs d'artillerie des Ukrainiens de l'Ouest. Pour nos grands médias, ces gens ne semblent même pas exister. Les informations sont exclusivement présentées sous l'angle de l'OTAN, c'est-à-dire sous l'angle d'un lobby de l'armement fonctionnant dans le monde entier comme un levier pour le maintien de l'ordre américain.

La partialité des rapports découle de la partialité des sources, qui, outre les inévitables services secrets britanniques, sont, au jour le jour: à Kiev, le Président Zelensky et son entourage, ainsi que ses amis à Bruxelles, Londres, Washington et les experts et groupes de réflexion de l'OTAN qui y sont associés. Les Russes apparaissent essentiellement comme des criminels cherchant à camoufler leurs crimes. Et si un barrage se rompt, inondant en grande partie des positions défensives russes et une zone occupée par la Russie, tous les talk-shows allemands, mais aussi le magazine radio suisse *Echo der Zeit*, trouvent immédiatement des experts parfaitement «au courant» de la destruction du barrage «par les Russes». Tout comme ce sont les Russes qui se tirent dessus dans la centrale nucléaire qu'ils occupent. «This the times plague, when madmen lead the blind», comme le dit Shakespeare dans le *Roi Lear*.

Dans les années précédant l'attaque russe, les observateurs de l'OCDE ont enregistré des détonations d'artillerie quotidiennes, et finalement en février 2022, des centaines d'explosions par jour. Les combats dans l'est de l'Ukraine ont fait bien plus de dix mille morts entre 2014 et 2022. Cette guerre n'a donc pas commencé en février 2022.

Nos journaux en ont-ils parlé? Ils l'ont balayé sous le tapis. Ils ne voient que ce qu'ils savent déjà. C'est-à-dire qu'ils savent toujours déjà ce qu'ils vont voir. Ce qui revient à dire: ce que je peux lire tous les matins dans les journaux. Et donc ce que je n'ai plus besoin de lire, car je suis déjà au courant de tout avant d'ouvrir le journal.

«Ne vous laissez pas tromper par les vôtres»

A l'automne 1983, plus d'un million de personnes ont manifesté dans toute la République fédérale d'Allemagne contre le déploiement nucléaire. Dans plusieurs pays membres de l'OTAN, une majorité de personnes s'est également opposée à la poursuite de l'armement nucléaire, car il était clair que l'"équilibre de la terreur" tant vanté était garanti depuis longtemps par les bombes A britanniques et françaises. Lors du débat au Bundestag, le leader de l'opposition Willy Brandt a déclaré que son parti, le SPD, était inondé de lettres de protestation:

«Ce sont des Allemands de l'Ouest et des Allemands de l'Est, ce sont des Européens et des Américains, ce sont des mères et des pères, des grands-mères et des grand-pères, des ouvriers et des entrepreneurs, des artistes et des soldats, des femmes au foyer, des retraités, et ce sont des scientifiques et des ingénieurs de tous les niveaux universitaires.»

Je me demande bien à qui cela profite que l'engagement et les compétences rassemblées de ces concitoyens soient jetés à la poubelle avec toute l'arrogance du pouvoir.»

La majorité FDP-CDU du Bundestag a opté pour passer le vote populaire à la poubelle et décidé de déployer des missiles nucléaires à moyenne portée. Ceux-ci ont certes été supprimés dans le cadre d'un accord de désarmement, mais la base aérienne de Büchel dans l'Eifel abrite aujourd'hui des ogives nucléaires américaines. Les pilotes de l'armée de l'air allemande y sont entraînés dans le cadre de la «participation nucléaire». Le fait que la Russie ait toujours été et reste la principale cible n'a rien d'un secret militaire.

Cette même année 1983, Christa Wolf publie son livre «Cassandra», un texte sur la prophétesse grecque qui, avant de mourir, réfléchit à la chute de sa patrie, Troie:

«On sait quand débute une guerre, mais sait-on quand débute l'avant-guerre? S'il existe des règles en la matière, il faudrait les révéler. Les graver dans la pierre, les transcrire. Et que diraient-elles? Entre autres ceci: ne vous laissez pas tromper par les vôtres!»

Je me suis laissé abuser par les miens, mais j'ai mis longtemps à m'en rendre compte. Le «Süddeutsche», la «Frankfurter Rundschau», le «Neue Zürcher Zeitung», le Spiegel et d'autres journaux, c'étaient mes médias de référence quand j'ai fait mon apprentissage de journaliste. Les grands médias, qu'ils soient financés par les taxes ou par des groupes privés, se sont impliqués avec fracas dans toutes les guerres que j'ai pu observer. Leur rôle aurait été de remettre en question l'action des gouvernements, mais ils se sont souvent révélés être des porte-parole de la propagande gouvernementale et les va-t-en guerre dans des conflits injustifiés et inutiles.

Les guerres des Balkans ont ouvert la boîte de Pandore

Si mes souvenirs sont exacts, ma première grande crise professionnelle a eu lieu pendant les guerres des Balkans. Je n'arrivais plus à dormir la nuit lorsque je me suis rendu compte qu'on me mentait sur tout. *Tuzla* a été mon expérience clé à l'époque. La ville de Bosnie avait été définie comme zone de protection en 1993, des casques bleus y étaient stationnés. La population musulmane bosniaque devait être protégée des attaques serbes. Mais l'artillerie serbe a tout de même tiré sur la ville et ces attaques ont fait l'objet d'une information quotidienne pendant des mois dans les journaux radio. Les médias occidentaux débordaient d'indignation face aux tirs sur la «safe area». Je suis tombé des nues quand, en 1995, des soldats casques bleus m'ont dit: «Certes, il arrive que les Serbes tirent là-dedans, mais toutes les nuits, l'artillerie de Tuzla tire, elle aussi, vers l'extérieur sur les villages serbes environnants.»

Tuzla a été approvisionnée en armes par les Etats-Unis, de nuit et dans le brouillard. Il y avait là des zones militaires interdites d'accès aux unités de l'ONU. Le même gouvernement de Washington qui, vis-à-vis de l'extérieur, jouait le rôle d'honest broker pour obtenir la fin de la guerre, organisait en secret des «black flights» pour armer l'armée bosniaque. Lorsqu'un officier norvégien des casques bleus s'en est rendu compte et en a fait état en 1995, il a reçu l'ordre de se taire et a été muté à titre punitif. La chaîne britannique «ITN/Channel 4» avait tourné un reportage sur l'affaire, que j'ai repris pour un magazine du programme «Schweiz 4» de la RTS. Mes tentatives d'attirer l'attention des médias suisses sur ces révélations se sont heurtées à l'indifférence. En Bosnie comme au Kosovo,

l'OTAN décidait de ce que l'on pouvait savoir ou non. *Carla Del Ponte*, procureur en chef à La Haye, s'est plainte plus tard de s'être heurtée à un mur en demandant à avoir accès aux opérations secrètes de l'OTAN.

Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris comment des agences de relations publiques américaines de premier plan alimentaient à l'époque la presse avec des histoires terrifiantes sur des camps de concentration serbes et des projets génocidaires, qu'un dispositif médiatique gigantesque faisait circuler en quelques secondes à travers le monde.

Dans leur étude «*Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*» (Opération Balkans: Pub de guerre et de mort), les politologues *Jörg Becker* et *Mira Beham* ont répertorié plus d'une centaine de ces contrats de relations publiques dans les archives américaines. La mission consistait à présenter les Serbes comme des coupables et les autres comme des victimes. *James Harff*, chef de l'agence de relations publiques «*Ruder Finn*», a décrit son travail comme suit:

«Notre savoir-faire consiste à répandre des informations, à les faire circuler le plus rapidement possible. [...] La rapidité est essentielle. Car nous savons très bien que ce qui compte, c'est la première information. Tout démenti sera sans effet.» (Mira Beham: Kriegstrommeln. Medien, Krieg und Politik. 1996. p.172 et suivantes).

Les agences de relations publiques fournissent une argumentation au service de la guerre et de la mort

Interviewé par *Jacques Merlino*, rédacteur en chef adjoint de «France 2», *Harff* a fait preuve d'une certaine fierté professionnelle lorsqu'il a décrit en toute franchise comment son agence avait accompli sa mission «grâce à un superbe coup de bluff» en amenant trois puissantes organisations de lobbying juif américaines à publier des annonces dans le «New York Times» alertant sur l'imminence d'un holocauste dans les Balkans.

«En jouant sur les mots, nous avons pu simplifier les choses et les présenter comme l'histoire des gentils et des méchants. [...] Et nous avons gagné, car nous avons choisi la bonne cible, le public juif (targeting Jewish audience). Immédiatement, il y a eu un changement notable du discours dans les médias, accompagné de l'utilisation de termes à forte charge émotionnelle, comme le nettoyage ethnique, les camps de concentration et ainsi de suite. Tout cela évoque une comparaison avec l'Allemagne nazie, les chambres à gaz et Auschwitz. La charge émotionnelle était si puissante que personne n'a osé la contredire.»

Joschka Fischer, [ancien militant des mouvements post-68], ensuite Ministre allemand des Affaires étrangères, a logiquement fait le tour de l'Europe avec le slogan «Plus jamais Auschwitz» [pour les aligner sur l'agression contre la République serbe]. Et *Scharping*, Ministre allemand de la Défense, a fait savoir au public que l'on savait que les Serbes «jouaient au football avec les têtes coupées de leurs ennemis». Une photo, qui a fait le tour du monde pour démontrer les atrocités commises par les Serbes et justifier la guerre d'agression de l'OTAN, montrait un homme horriblement amaigri, torse nu, derrière des barbelés. Elle rappelait les photos des camps d'extermination allemands de 1945. Comme cela a été prouvé par la suite, la photo était fautive. A l'époque, *Trnopolje*, le centre de réfugiés en question, n'était pas clôturé de barbelés et on n'y trouvait pas non plus de gens à demi-morts de faim. Rien n'a changé et la guerre génère toujours les mêmes moyens de propagande. Un «écrivain d'Allemagne de l'Est» du nom de *Christoph Brumme*, vivant en Ukraine, a publié en 2022, dans les colonnes du «Neue Zürcher Zeitung am Sonntag» son «journal» régulier dans lequel il prédisait, entre autres, l'installation de camps de concentration en Ukraine par les Russes et comment *Poutine* (considéré comme un second *Hitler*) serait probablement gravement malade et mettrait en scène son

* Helmut Scheben (né 1947 à Coblenz, Allemagne) a étudié les langues romanes à Mayence, Bonn, Salamancque et Lima. Il a obtenu son doctorat en 1980 à l'université de Bonn. De 1980 à 1985, il fut reporter d'agence de presse et correspondant pour la presse écrite au Mexique et en Amérique centrale. A partir de 1986, rédacteur de la «Wochezeitung» (WoZ) à Zurich; de 1993 à 2012, rédacteur et reporter à la télévision suisse SRF, dont 16 ans au journal télévisé.

«Comment j'ai cessé de faire ...»

suite de la page 3

suicide en utilisant une bombe atomique, et d'autres «détails» dans ce genre de choses.

Déjà lors de la guerre du Golfe de 1991, on avait vu apparaître la catégorie des «journalistes embrigadés» – il n'y a sans doute pas de terme plus approprié pour décrire comment cette profession a pu se dévoyer jusqu'à devenir une sorte de prostitution. Le journaliste américain *John R. MacArthur* a montré dans son étude «Second Front: Censorship and Propaganda in the 1991 Gulf War» comment les médias étaient tenus en laisse et comment on trompait le public.

La collusion entre les grands médias et leurs gouvernements est devenue une évidence après l'attentat du 11 septembre, défini comme l'attaque d'une puissance ennemie, et selon cette logique, on a attaqué l'Afghanistan, puis l'Irak. Une «guerre contre la terreur» a été lancée dans le monde entier et, puisqu'on faisait le ménage, on a «by the way» aussi «libéré les peuples opprimés» en Libye et en Syrie. On peut en voir les résultats dans tous ces pays. *Norman Cousins*, journaliste scientifique renommé et militant pour la paix, avait déjà donné un nom à la mission idéologique de la superpuissance américaine en 1987: «The Pathology of Power».

Une histoire de viol inventée en Libye

Je ne comprends pas comment les journalistes, auxquels les gouvernements ont si souvent menti, persistent à diffuser les directives politiques émanant d'en haut, comme s'il s'agissait des *Tables des Dix Commandements*. En juin 2011, la secrétaire d'Etat américaine *Hillary Clinton* a déclaré devant les caméras qu'elle avait désormais la preuve que le dirigeant libyen *Mouammar Kadhafi* utilisait la stratégie du «viol systématique». A l'époque, la Libye était en pleine guerre civile. L'armée libyenne tentait de réprimer une insurrection qui avait dégénéré dans le sillage du soi-disant «printemps arabe» depuis février 2011. Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN bombardaient le pays depuis mars 2011 afin – selon l'argumentation officielle – d'aider le peuple libyen opprimé par Kadhafi et «d'imposer une zone d'exclusion aérienne».

Une Libyenne du nom d'*Eman-al Obeidi* était considérée comme la preuve vivante des accusations de viols. Le 26 mars 2011, cette femme avait réussi à accéder à l'hôtel de luxe *Rixos Al Nasr* à Tripoli. Le personnel de l'hôtel et les agents de sécurité ont tenté de l'empêcher d'entrer en contact avec les journalistes qui prenaient leur petit-déjeuner. La femme a hurlé qu'elle avait été enlevée et violée trois jours plus tôt par des miliciens de Kadhafi à un point de contrôle.

Le porte-parole du gouvernement libyen, *Musa Ibrahim*, a plus tard déclaré que l'on avait d'abord pensé que Mme Obeidi était sous l'emprise de l'alcool et souffrait de troubles psychiques. On a ensuite constaté que ses déclarations étaient crédibles. L'affaire, entre les mains de la justice, concernait donc un crime ordinaire et non politique. Mme Obeidi a été interviewée par CNN et de nombreux autres médias et présentée comme une preuve de la perversité du dirigeant libyen Kadhafi. Les grands médias ont à peine mentionné le fait que des médecins libyens s'étaient occupés de la femme, que le viol avait été confirmé et que la police libyenne avait arrêté des suspects peu de temps après.

En 2011, j'ai demandé au bureau d'*Amnesty International* de Zurich ce qu'il en était de ces accusations. On m'a répondu qu'*Amnesty* avait enquêté pendant plusieurs mois en Libye et qu'elle n'avait trouvé aucune confirmation des accusations de viols collectifs. Le porte-parole de l'organisation libyenne «Human Rights Solidarity Libya», pourtant proche des insurgés, m'a également dit au téléphone: «Nous n'avons aucune preuve. Le seul cas concret est celui de Mme Obeidi.»

L'histoire s'est propagée de manière fulgurante dans les médias occidentaux. Ma recherche Google du dimanche, 20 juillet 2011, a donné 21 millions de résultats. Le procureur en chef de la *Cour pénale internationale à La Haye*, *Luis Moreno Ocampo*, a fourni un excellent stimulant à l'appareil médiatique en déclarant avoir effectivement des «informations» sur les viols collectifs. Lorsqu'un journaliste lui a demandé ce qu'il pensait des informations selon lesquelles Kadhafi faisait importer

«Les grands médias, qu'ils soient financés par les taxes ou par des groupes privés, se sont impliqués avec fracas dans toutes les guerres que j'ai pu observer. Leur rôle aurait été de remettre en question l'action des gouvernements, mais ils se sont souvent révélés être des porte-parole de la propagande gouvernementale et les va-t-en guerre dans des conflits injustifiés et inutiles.»

du Viagra afin que ses soldats puissent commettre des viols, le procureur en chef n'a pas répondu: «Laissez-moi tranquille avec ce genre de bêtises.» Au lieu de cela, il a prononcé une phrase insidieuse affirmant que des preuves étaient toujours en train d'être collectées: «Yes, we are still collecting evidence.»

La fiction a continué à proliférer pendant des semaines. Le quotidien suisse «Le Matin» a poussé le «story telling créatif» jusqu'à publier la photo d'un lit king size, avec lampe et table de chevet, qui aurait été une pièce dans le bunker souterrain où, selon le journal, *Kadhafi* abusait de ses victimes féminines. Je n'ai pas rencontré un seul journaliste à cette époque ayant affirmé qu'il avait honte de son appartenance à cette profession en raison de son choix de carrière.

La «gestion des atrocités» – aussi ancienne que la guerre elle-même

La diabolisation de l'ennemi, aussi vieille que la guerre elle-même, est un instrument qui a fait ses preuves. Dans son ouvrage de référence «*Bilder des Kriegeres, Krieg der Bilder*» [Images de la guerre, guerre aux images], l'historien *Gerhard Paul* a montré, à l'aide de plus de 200 illustrations, comment les médias visuels modernes ont gravé la guerre dans la mémoire collective sous forme d'iconographie. Selon *Gerhard Paul*, la réalité se perd au fur et à mesure que les images se perfectionnent et se standardisent.

Les crimes contre les enfants ont toujours eu et ont donc un impact médiatique extraordinaire. Le cas de la soi-disant «soignante *Najira*» koweïtienne a fait mouche. Elle a déclaré devant un comité des droits de l'homme du Congrès américain avoir vu des soldats irakiens arracher les tuyaux de bébés en couveuse, ce qui s'est avéré plus tard être une invention de l'agence de relations publiques *Hill & Knowlton* [elle était en fait la fille de l'ambassadeur koweïtien à Washington et ne fut, jamais de sa vie, soignante dans un hôpital; adtr.]. Autre fait connu dans le monde entier, celui de la déléguée aux droits de l'homme *Denissova* à Kiev, ayant perdu son emploi en juin 2022 en raison du fait connu de façon notoire et publique qu'elle avait répandu des mensonges, parmi lesquels l'affirmation selon laquelle elle détenait des preuves que des soldats russes violaient des enfants en bas âge.

La représentation de l'ennemi comme un monstre bestial semble être un stéréotype inévitable de la propagande de guerre. Pendant la Première Guerre mondiale, l'histoire selon laquelle des soldats allemands auraient arraché le bébé d'une femme belge, lui auraient coupé les mains pour les ensuite manger, a fait les choux gras de la presse française et britannique.

Lorsque l'ennemi est un monstre incarnant le mal en soi, les guerres sont plus faciles à justifier. En plus de quarante ans de travail journalistique, j'ai pu constater que les grands médias diffusent généralement de tels récits de propagande sans aucun esprit critique et ne sont que très tard, voire jamais, prêts à reconnaître leurs erreurs. Le «*New York Times*», qui a demandé pardon à ses lecteurs pour leur propagation de fausses informations concernant la guerre en Irak, est le seul cas que je connaisse. En 19 ans de travail à la télévision suisse SRF, je n'ai pas eu connaissance d'un cas où les responsables d'une émission se seraient excusés pour de fausses nouvelles. A l'exception de l'émission météo lorsque les prévisions météorologiques étaient fausses.

En 2011, j'ai attiré l'attention d'*Amnesty International Suisse* sur le fait qu'il n'y avait pas d'images télévisées des destructions causées par les frappes aériennes de l'OTAN en Libye. Les studios de télévision du gouvernement libyen avaient été réduits en cendres lors de la première vague d'attaques. Le centre de commandement de l'OTAN à Naples avait ainsi pu empêcher que des images émotionnelles de victimes retirées des décombres ne soient diffusées sur les chaînes de télévision

occidentales. Le problème n'avait pas été remarqué et/ou ignoré par les grands médias.

Le porte-parole d'*Amnesty* m'avait alors répondu que cette partialité de la représentation les préoccupait aussi beaucoup. Le soir, alors que je terminais le reportage pour le journal télévisé avec le monteur sur la table de montage, le chef du jour m'a dit, lors de la réception, que cette phrase du porte-parole d'*Amnesty* devait être retirée du reportage. Lorsque je lui ai demandé la cause, il m'a répondu: «Sinon, les téléspectateurs pourraient penser que Kadhafi n'est pas si méchant que ça et qu'il a finalement raison.»

Nous passons par une nouvelle ère de la censure

Les médias de groupe et les établissements financés par la redevance dominent le marché de l'information. Ils prétendent tous être *le quatrième pouvoir*, celui qui surveille les puissants, et que c'est ce qui rend la démocratie possible. Mon expérience est autre: ils sont plutôt des croyants dans une sorte de communauté religieuse se considérant comme «l'axe du bien». Ceux qui ne veulent pas partager leur vision du monde sont passés sous silence, diffamés ou tout simplement interdits.

C'est dans cet esprit que les gouvernements et leurs médias affiliés travaillent efficacement. Les 27 pays de l'Union européenne ont interdit les chaînes d'information russes *Russia Today* et *Sputnik*. En Autriche, par exemple, quiconque les diffuse ou les reçoit s'expose à une amende pouvant atteindre 50 000 euros. C'est aussi simple que cela de croire pouvoir imposer la diversité d'opinion. Y a-t-il des protestations ou des critiques de la part des grandes rédactions du quatrième pouvoir? Aucune!

Alors que dans les talk-shows russes et sur les médias sociaux russes, on discute de cette guerre de manière controversée avec une probité étonnante, les médias occidentaux tentent de nous faire croire, dans un zèle frénétique, qu'en Russie, quiconque lâchant une remarque critique, dirigée à l'encontre de cette guerre, sera aussitôt emprisonné. «Dix ans de prison pour avoir osé réfléchir», titre le «*Neue Zürcher Zeitung*» (éd. du 6 juin 2023).

Il n'en reste pas moins qu'à Kiev, il n'existe plus de média oppositionnel, tous étant tout simplement interdits. Faut-il en parler? Manifestement pas. Si cela apparaît, c'est sur un ton d'aisance, en forme de digression, en huit mots, comme le montera l'exemple suivant, tiré d'un grand quotidien suisse allemand: «Depuis le début de la guerre, les chaînes ukrainiennes diffusent un programme communautaire» («*Tagesanzeiger*» de Zurich, 28 juillet 2022). Un programme communautaire? Cela résonne comme un travail d'intérêt général. En effet, c'est le contraire.

La dissimulation est systématique. Cela n'est nulle part aussi visible que dans le silence gardé par nos principaux médias au sujet de la censure généralisée imposée aux médias sociaux. Quelques semaines après l'interdiction des chaînes russes par l'UE, Google a annoncé le blocage de tous les médias liés à la Russie dans le monde entier. Comme c'est souvent le cas avec les *Big Tech*, leurs directeurs font semblant que la pression serait venue de leur propre personnel: «Des employés de Google avaient poussé *YouTube* à prendre des mesures punitives supplémentaires contre les chaînes russes», font-ils promulguer.

Des millions de contributions disparaissent de la plate-forme. Le journaliste d'investigation *Glenn Greenwald*, ayant participé aux révélations d'*Edward Snowden*, a mentionné cette campagne de censure extrême et les milliards de dollars qui y sont impliqués dans ces termes:

«Il n'est guère surprenant que les monopoles de la Silicon Valley exercent leur pouvoir de censure en plein accord avec les intérêts extérieurs du gouvernement américain. De nombreux monopoles technologiques importants – comme Google et Amazon –

cherchent et obtiennent régulièrement des contrats très lucratifs avec l'appareil de sécurité américain, y compris la CIA et la NSA. Leurs cadres supérieurs entretiennent des relations étroites avec des représentants de premier plan du parti démocrate. Et les démocrates au Congrès ont à plusieurs reprises convoqué des dirigeants du secteur de la technologie devant leurs différentes commissions pour les menacer de représailles juridiques et réglementaires s'ils n'alignaient pas davantage la censure sur les objectifs et les intérêts politiques du parti.»

Quiconque lit les *Twitter Files* sait comment le système fonctionne. Une intervention discrète du FBI peut avoir pour effet que des médias de premier plan mettent en veilleuse des sujets politiquement sensibles jusqu'à ce que le «danger», en l'occurrence une défaite électorale du candidat *Joe Biden*, soit écarté.

Ce qui m'a choqué à l'époque et qui me laisse encore aujourd'hui consterné, c'est le brouhaha médiatique déclenché par réflexe dès que quelques-uns osent nager à contre-courant et remettre en question l'opinion publiée. La politologue *Mira Beham* m'a dit qu'elle avait été proscrite de publication dans le «*Süddeutsche Zeitung*» pour avoir osé défendre que, dans les conflits des Balkans, on ne pouvait pas procéder guidé du seul schéma bourreau-victime, que l'affaire était plus complexe. Aujourd'hui, un journaliste renommé comme *Patrick Baab* perd son poste d'enseignant à l'université de Kiel s'il ose faire un reportage sur le Donbass en perspective «du mauvais côté du front».

La vision dystopique d'*Orwell* concernant le «new-speak» et des «Ministères de la vérité» est en passe de devenir réalité. Nous vivons effectivement un *changement d'époque* à cet égard, même si le chancelier allemand voulait désigner autre emploi de ce terme.

Le terme de «Lügenpresse» (la presse à mensonges) ne recouvre pas la complexité du phénomène

Uwe Krüger, expert en sciences des médias, a documenté le fait que la plupart des fonctionnaires alpha des médias établis sont membres d'institutions affiliées à l'OTAN et aux Etats-Unis. Il y a bien sûr le facteur de la contrainte et de l'adaptation, ainsi que le fait bien connu que chaque collaborateur de la maison d'édition *Axel Springer* («Bild», «Die Welt» et autres) doit souscrire aux statuts qui exigent le soutien de l'Alliance transatlantique et la solidarité avec les Etats-Unis.

Et ils acceptent. De toute ma vie, je n'ai guère rencontré de gens du monde médiatique volontaires de fabriquer des reportages fallacieux ou malhonnêtes. Les gens ne mentent pas, ils sont au contraire généralement convaincus de ce qu'ils affirment et écrivent. Tout au long de leur vie, de leur formation et de leurs contacts sociaux, ils sont marqués et intégrés dans la vision du monde correspondant à celle de leur entourage. Il y a cet «énorme morceau de vérité» résidant dans notre tête et que l'historien israélien *Shlomo Sand* a appelé notre «mémoire implantée»:

«Nous naissons tous dans notre univers de champs de discours que les luttes de pouvoir idéologiques des générations précédentes ont façonné. Avant même que le chercheur en histoire puisse acquérir les outils nécessaires au questionnement critique de son sujet, tous les cours d'histoire, de politique et de Bible à l'école, les fêtes nationales, les journées commémoratives, les cérémonies publiques, les noms de rue, les monuments, les séries télévisées et autres sphères de mémoire ont depuis longtemps façonné son univers imaginaire. Il y a dans sa tête un énorme morceau de «vérité» qui n'est pas aisé de contourner» (*Shlomo Sand: Die Erfindung des jüdischen Volkes*, p. 40 [titre de l'édition française: «Comment le peuple juif fut inventé»]).

Le problème d'une branche qui, sous le nom de journalisme, est censée servir à la recherche quotidienne de la vérité est familier à tout magicien ou prestidigitateur: la perception humaine n'est pas déterminée par des événements réels, mais par nos attitudes d'attente. Par cet énorme morceau de «vérité» qui nous guide.

Première publication: <https://globalbridge.ch> du 13/06/23, reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur.

(Traduction *Horizons et débats*)

L'Europe «américanisée» – une récidiviste

par Rafael Poch-de-Feliu*

La guerre en Ukraine s'intensifie et risque de déboucher sur une sorte de troisième guerre mondiale. A l'heure de l'anthropocène, il va falloir contrer le changement global induit par l'homme en changeant les mentalités et en intensifiant la coopération internationale entre les grandes puissances. Nous sommes confrontés au plus grand aveuglement de l'histoire et c'est un scandale historique qu'en Europe, continent récidiviste en la matière, on n'observe toujours pas d'élan populaire en faveur de la paix.

Le bon sens doit remplacer le délire – où sont les mouvements populaires pacifistes?

Il en faudrait au moins un. Un vaste mouvement qui, au-delà des divergences sur le partage des responsabilités entre grandes puissances par pays interposés, proclamerait que l'ennemi c'est la guerre. Indépendamment de leur orientation néolibérale et oligarchique, les institutions européennes devraient se souvenir que le *Président Kennedy* lui-même avait fait preuve de bon sens depuis le cœur même de l'empire d'antan en juin 1963, il y a exactement soixante ans:

«Tout en défendant nos propres intérêts vitaux, les puissances nucléaires doivent avant tout éviter les confrontations qui ne laisseraient à l'adversaire que le choix de se retirer, humilié, ou de se lancer dans une guerre nucléaire. Adopter ce genre de comportement, en pleine ère nucléaire, témoignerait simplement de la faillite de notre politique ou d'un désir collectif d'anéantissement du monde entier.»

Or, les hommes politiques européens – pas les Baltes traumatisés seuls, ni les Polonais délinquants et les Européens de l'Est en général (à l'exception de la Hongrie), véritables relais des Etats-Unis sur le continent – mais les Allemands, les Français, les Nordiques, les Belges et les fidèles suiveurs de la Méditerranée continuent à jeter de l'huile sur ce brûlot absurde. Nous ne nous trouvons donc pas face au simple «cycle politique» auquel le changement électoral peut remédier, nous sommes face à quelque chose de beaucoup plus profond qui nous oblige à remettre en question

* Rafael Poch-de-Feliu (*1956 à Barcelone), a étudié l'histoire contemporaine à Barcelone et l'histoire russe à Berlin-Ouest. Il a ensuite été correspondant du «Tageszeitung» en Espagne et rédacteur pour la «Deutsche-Press Agentur» à Hambourg. De 1988 à 2002, il a été le premier correspondant étranger du grand quotidien catalan «La Vanguardia» à Moscou, de 2002 à 2008 à Pékin et finalement à Berlin et à Paris. Il a écrit plusieurs livres sur l'évolution politique en Russie, en Chine et en Allemagne. Actuellement, il contribue régulièrement à la revue en ligne «ctxt» dans la rubrique «Imperios combattentes» et gère le Blog *rafael.poch.com*. En avril 2023, il a publié son dernier livre intitulé «Ucrania, la guerra que lo cambia todo» (Ukraine, la guerre qui change tout).

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international, du droit humanitaire et des droits
humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

«La mentalité «gringo», avec ses guerres impérialistes déguisées en batailles pour la liberté et les droits de l'homme, «contre la dictature», l'«autocratie» et même pour l'«égalité des sexes» (Afghanistan, Iran), s'est installée en Europe. L'infantilisme des scénarios hollywoodiens qui finissent bien, le manichéisme moralisateur et le journalisme qui stigmatise les méchants ont remplacé la rationalité des questionnements sur la répartition des richesses et des enjeux, sur l'histoire, les rapports de domination et la géographie qui, dans les années 60, parvenaient encore à se faire entendre au milieu de la poussière soulevée par le troupeau lors de son passage dans la vallée.»

et à revoir en détail tout ce qui s'est passé en Europe au cours des trente dernières années.

Cette analyse prend bien sûr en compte l'aveuglement erratique de l'ensemble de la «gauche de droite» qui soutient les livraisons d'armes à l'Ukraine. Le fait qu'il s'agit là de la position officielle de *Yolanda Díaz*¹ qui est peut-être anecdotique dans le contexte européen – au vu de notre politique étrangère calquée sur celle de Bruxelles – mais il n'en est pas de même en Allemagne, pays clé dans la définition de la marche à suivre. Là-bas, la ligne de politique étrangère n'est pas fixée par le frileux chancelier *Scholz*, mais par l'inqualifiable ministre des Verts, *Annalena Baerbock*, partisane de la «destruction» d'une puissance nucléaire. Et au niveau de l'OTAN et de sa filiale, l'Union européenne, ce sont les Baltes et les Polonais qui ont le plus grand poids en matière de réflexion et de décision.

La civilisation européenne a cédé la place à la mentalité «gringo»

Que s'est-il passé au cours des trente dernières années pour que l'Europe tout entière en arrive là? On se pose la question, mais il faut se rendre compte d'un changement profond. Il y a soixante ans, à l'époque de la citation de Kennedy, nous avons conçu la notion de «civilisation européenne» comme intégrant celle américaine aussi, la prenant comme une sorte de filiale. Ce rapport a toutefois changé, aujourd'hui, la culture européenne est devenue la filiale de ce genre de «civilisation américaine» qui, après des décennies de pénétration «culturelle», a imposé une mentalité inédite au vieux continent, au point de devenir plus dominante et plus influente que jamais. C'est un paradoxe, mais il est réel: la domination «culturelle» des Etats-Unis en Europe s'est amplifiée parallèlement au processus de déclin de leur poids spécifique dans le monde. La mentalité «gringo», avec ses guerres impérialistes déguisées en batailles pour la liberté et les droits de l'homme, «contre la dictature», l'«autocratie» et même pour l'«égalité des sexes» (Afghanistan, Iran), s'est installée en Europe. L'infantilisme des scénarios hollywoodiens qui finissent bien, le manichéisme moralisateur et le journalisme qui stigmatise les méchants ont remplacé la rationalité des questionnements sur la répartition des richesses et des enjeux, sur l'histoire, les rapports de domination et la géographie qui, dans les années 60, parvenaient encore à se faire entendre au milieu de la poussière soulevée par le troupeau lors de son passage dans la vallée.

«Si la radiographie de cette misère européenne est complexe, il n'en reste pas moins qu'au cours des dernières décennies, les idées néoconservatrices américaines guidant la politique étrangère occidentale ont été relayées via des organisations non gouvernementales, des médias et des groupes de réflexion portant la marque du gringo inscrite dans leur ADN. Le contexte général dans lequel s'inscrit cette évolution n'est donc pas un excès mais plutôt un défaut de l'Etat, conséquence d'une sorte de privatisation de l'Etat et des gouvernements. Il en résulte des pouvoirs publics et des gouvernements impuissants, encore plus dépendants des oligarchies d'entreprises privées et moins aptes à défendre les intérêts «publics», même si ceux-ci ont toujours été déterminés par les privilèges de ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle.»

Une sorte de privatisation de l'état

Si la radiographie de cette misère européenne est complexe, il n'en reste pas moins qu'au cours des dernières décennies, les idées néoconservatrices américaines guidant la politique étrangère occidentale ont été relayées via des organisations non gouvernementales, des médias et des groupes de réflexion portant la marque du gringo inscrite dans leur ADN. Le contexte général dans lequel s'inscrit cette évolution n'est donc pas un excès mais plutôt un défaut de l'Etat, conséquence d'une sorte de privatisation de l'Etat et des gouvernements. Il en résulte des pouvoirs publics et des gouvernements impuissants, encore plus dépendants des oligarchies d'entreprises privées et moins aptes à défendre les intérêts «publics», même si ceux-ci ont toujours été déterminés par les privilèges de ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle.

L'élargissement de l'OTAN: une provocation pour maintenir l'hégémonie américaine en Europe

Il en résulte, d'une part, les trente ans de provocations et d'élargissement de l'OTAN, avec pour but avoué le maintien de l'hégémonie politico-militaire américaine en Europe après la fin de la guerre froide. D'autre part, il en résulte l'évolution lente de la guerre en Ukraine et sa tendance, comme il a été dit, à prendre la direction d'une sorte de troisième guerre mondiale, nourrie par le désir illusoire de l'élite russe de s'intégrer sur un pied d'égalité dans le capitalisme dominé par l'Occident – ce que son élite appelait «civilisation» dans le Moscou des années 1990. De plus en plus, on évoque la possibilité d'une intervention militaire directe des forces de l'OTAN et d'une implication accrue de la Chine, avec son éventualité de propagation vers le sud-est asiatique. Pour comprendre ce qui va suivre, il importe de se remémorer le processus.

Dès le début, l'aide apportée au gouvernement de Kiev à partir de février 2022 grâce à la totale coopération des oreilles et des yeux de l'OTAN sur le terrain, qui a pris la forme de livraisons d'«armes défensives» pour mettre fin à l'«agression russe injustifiée» après huit années de formation et de financement de ses forces armées, était en fait une agression à part entière, mais certainement provoquée et encouragée. Aller plus loin, c'était «risquer une troisième guerre mondiale», a déclaré le président *Biden* en mars. L'échec de l'invasion russe initiale, qualifiée d'«opération militaire spéciale» par le Kremlin, une stratégie maîtrisée visant à

faire tomber le régime ukrainien, a incité l'Occident à s'impliquer davantage face à la faiblesse avérée de la Russie en ouvrant la voie aux livraisons échelonnées d'équipements lourds, de blindés, d'artillerie, de munitions, de moyens de défense aérienne, de vieux avions de fabrication soviétique en provenance des pays de l'Est et, enfin, de F-16, fameux et bien moins vétustes.

Plus que de la provocation

Les sanctions économiques contre Moscou ont constitué une véritable «déclaration de guerre», selon les termes d'*Ursula von der Leyen*, la nunuche Présidente de la Commission européenne ou de *Bruno Le Maire*, Ministre des Finances français. Les agressions contre des particuliers dans des villes russes comme Moscou, Saint-Petersbourg ou Nijni-Novgorod, dans la meilleure tradition «terroriste» de l'OTAN, ou contre des «collaborationnistes», c'est-à-dire des Ukrainiens pro-russes, dans les zones occupées de l'Ukraine; les incursions militaires sur le territoire russe par des ultra-mercenaires financés par l'Occident, dans le but de provoquer une guerre civile en Russie, ou les attaques contre deux bases aériennes stratégiques russes, et même contre le Kremlin, toutes raisonnablement impensables sans la coopération des puissances occidentales; les dizaines de milliards d'euros d'armes et les aides financières accordées à l'Etat ukrainien se sont tous révélés insuffisantes pour empêcher la défaite militaire de l'Ukraine, comme le suggère l'échec de la contre-offensive ukrainienne qui a été ajournée du moins pour l'instant – tout cela illustre l'envergure de la guerre en cours.

En juillet 2022, le président *Zelensky* avait annoncé «une armée d'un million d'hommes» comme objectif. Elle est passée à 700 000 et se situe aujourd'hui à 400 000. La différence a fui, déserté ou été anéantie, tandis que la Russie s'est réorganisée, avec plus ou moins de succès, et a construit une nette supériorité numérique d'artillerie et aérienne, avec une industrie de guerre qui tourne à plein régime.

Jusqu'à où ira le bellicisme occidental?

Face aux centaines de conseillers et de soldats occidentaux, dont plusieurs milliers de Polonais, qui combattent dans les rangs de l'armée ukrainienne, face aux images des chars allemands *Leopard* et des chars américains *Bradley* qui brûlent sur le champ de bataille, ainsi que face aux rapports sur les batteries *Patriot* mises hors service par les tirs russes, la perspective d'un éventuel fiasco de la contre-offensive ukrainienne représente un pas de plus dans l'effort pour venir à bout de la Russie: *Anders Rasmussen*, ancien secrétaire général de l'OTAN, vient de déclarer «qu'il est possible que la Pologne s'implique encore plus au niveau national et qu'elle soit suivie par les pays baltes, y compris avec des troupes sur le terrain», évoquant ainsi une nouvelle «coalition des volontaires». Si cette nouvelle phase devait également échouer, la logique de l'escalade impose une intervention militaire directe et officielle des troupes de l'OTAN, comme le suggèrent les manœuvres «Air Defender 23», les plus importantes de l'histoire de l'OTAN, qui simulent ce type de conflit de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire.

Le renforcement de la pression militaire occidentale contre la Russie persiste. Elle aboutira certes à l'augmentation de l'action militaire de cette dernière, avec l'éventualité d'un élargissement de l'occupation russe jusqu'à la frontière roumaine (privant ainsi totalement l'Ukraine d'un accès à la mer), si les conditions sont réunies et si les actuels occupants du Kremlin continuent à tenir le coup. La pression persistante peut également conduire à une plus grande implication des Chinois envers la Russie, sur le plan industriel aussi bien que militaire, alors même qu'un second front se met en place dans le sud-est asiatique. La spirale belliciste ne fait donc que se reproduire. •

¹ *Yolanda Díaz*, ministre espagnole du travail et de l'économie sociale et porteuse des espoirs de la gauche aux élections législatives du 23 juillet 2023.
Source: <https://cxtx.es/es/20230601/Firmas/43239/Rafael-Poch-ucrania-europa-estados-unidos-tercera-guerra-mundial.html> du 13/06/23
(Traduction *Horizons et débats*)

175 ans de Constitution fédérale suisse

La politique fédérale de l'équilibre

A propos des années précédant l'Etat fédéral suisse

par Dr. phil. René Roca, Institut de recherche sur la démocratie directe (www.fidd.ch)

L'ère historique suisse entre 1798 à 1848, c'est-à-dire du système napoléonien imposé à la Suisse d'antan jusqu'à la création de l'Etat fédéral, a été une période de bouleversements politiques. La Guerre du Sonderbund de 1847 [un an avant la Constitution suisse ndt.] représente le point culminant. Le «Sonderbund» [Alliance séparée, la littérature historique suisse maintient le terme de Sonderbund, ndt.] ou «Schutzvereinigung» [Alliance d'entraide] de 1845, tout comme le concordat libéral des Sept et le Ligue de Sarnen conservateur (tous deux fondés en 1832) contrevenaient aux dispositions du Pacte fédéral de 1815. Des violations flagrantes de la paix religieuse [imputables au côté libéral], comme les suppressions de couvents en 1841, les deux trains de francs-tireurs en 1844/45, ainsi que l'inaction de la Diète fédérale permettent toutefois de comprendre cet acte fondateur. Cependant, pour certains libéraux-radicaux, le Sonderbund (comme la question des jésuites) était une sorte de pain béni, car ils anticipaient qu'une transformation de la Suisse dans leur sens ne se réaliserait que péniblement sans recours à la contrainte. C'est pourquoi ils ont poussé le conflit jusqu'à la guerre civile, notamment par le biais de la propagande. De leur côté, les partisans du Sonderbund se sont marginalisés en accentuant la confessionnalisation, au point que les conservateurs réformés, entre autres, qui étaient favorables aux objectifs politiques du Sonderbund, se sont détournés ou sont restés neutres. Comme la population des cantons du Sonderbund était majoritairement opposée à une guerre offensive au-delà des frontières cantonales, que le commandement militaire n'était pas suffisant et qu'il n'y avait pas d'accords entre eux, les actions du Sonderbund étaient vouées à l'échec. L'évaluation historique des antécédents du Sonderbund, tout de même décisive pour la perception de l'époque, n'était généralement pas suffisamment pondérée pour servir de base décisive pour l'Etat fédéral ultérieur. L'historien suisse *Oskar Vasella* (1904-1966) a destiné plusieurs recherches à la phase de fondation de l'Etat fédéral et au rôle qu'y jouaient les forces catholiques-conservatrices. Il constate que, face à l'évaluation du conservatisme catholique, une «plus grande ouverture de pensée historique» est nécessaire, afin d'intégrer les antécédents de la fondation de l'Etat fédéral de manière plus fidèle à la réalité. En ce qui concerne ses antécédents, il convient tout d'abord d'examiner de plus près deux développements historiques importants de la Suisse, à savoir la neutralité suisse et son principe coopératif, tous deux remontant loin dans l'histoire. Tous deux ont donc été constitutifs pour pouvoir maintenir la «politique d'équité», principe éprouvé de la politique suisse. Il sera ensuite question des tentatives de révision du pacte fédéral pendant la Régénération et, enfin, des efforts déployés par les pères fondateurs pour créer un Etat fédéral, fortement marqués par la volonté d'intégration.

Politique d'équité

La «politique d'équité» appartient aux traditions qui ont façonné l'histoire suisse, bien avant la création de l'Etat fédéral. Il est intéressant de se pencher sur l'histoire de la neutralité suisse. La neutralité s'est développée progressivement au fur et à mesure de la croissance de la Confédération suisse depuis 1291. Les raisons issues de sa politique intérieure et extérieure ont toujours été cruciales. Par exemple, lorsque Bâle a rejoint la Confédération en 1501, le nouveau partenaire de l'alliance a été obligé de «s'asseoir en silence» [ne pas prendre le parti d'un camp lors de divergences internes, ndt.] et de faire office de médiateur en cas de conflit entre les anciens Lieux des confédérés suisses. Les expériences des Huit anciens lieux ont favorisé une cohabitation pacifique et une collaboration constructive aussi aspirées qu'inévitables. Avec le temps, le «silence» et la médiation, qui préservent généralement la paix dans les relations humaines en politique intérieure, sont devenus importants également en politique extérieure et ont finalement conduit à la première déclaration officielle de neutralité de la Diète fédérale, en 1674. Mais comme la Confédération était toujours empêtrée dans de nom-

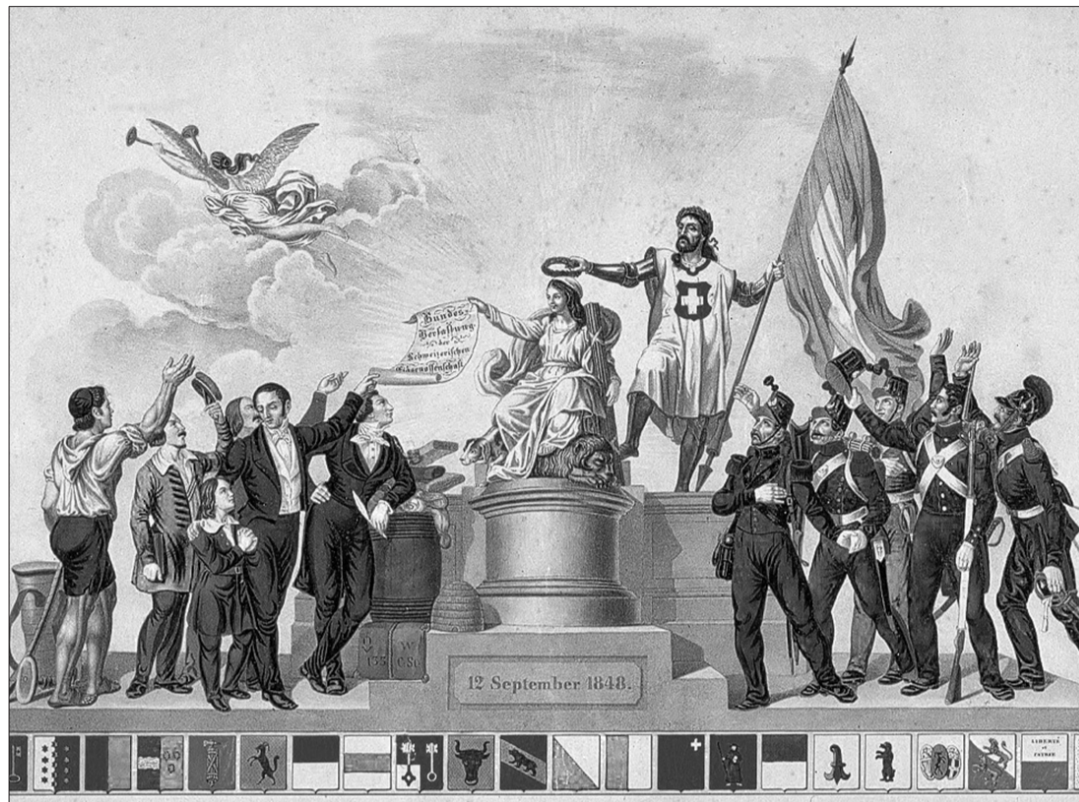


Image symbolique de la Constitution, extraite de la feuille commémorative publiée à l'occasion de l'entrée en vigueur de la Constitution fédérale, du 12 septembre 1848. Lithographie de C. Studer, Winterthur, imprimée par J. J. Ulrich, Zurich. L'Helvetia trônant au centre est couronnée de laurier par un Confédéré, tenant la nouvelle Constitution fédérale. Des deux côtés se trouvent les représentants des citoyens en uniforme (armées cantonales de milice) et en civil (incarnant le souverain dans différentes couches sociales). (photo ZB Zurich)

breuses alliances externes, des contradictions non clarifiées et des intérêts de politique de puissance de différents lieux ont toujours paralysé un développement pacifique. Le mercenariat indomptable n'a pas non plus favorisé une politique étrangère basée sur la confiance. Malgré tout, la neutralité déclarée de la Suisse lui a graduellement apporté l'unité à laquelle elle aspirait, de sorte que le pays multilingue, divisé sur le plan confessionnel, a pu se développer de manière relativement indépendante après la reconnaissance de la souveraineté de l'Etat par le droit international public lors de la paix de Westphalie (1648). La Confédération a donc mieux réussi à se tenir à l'écart des guerres de religion, des conquêtes et des successions caractérisant l'ère moderne. Avec la guerre de Trente Ans (1618-1648), la neutralité armée a pris forme avec la *Défensive de Wil* (1647), le premier règlement de défense concernant la totalité du territoire de la Confédération. De manière autonome, la Suisse a ensuite développé des procédures d'arbitrage pour le règlement pacifique des litiges qui ont d'abord été utilisées en politique intérieure et qui ont ensuite donné lieu à des mandats de puissance protectrice en faveur d'autres Etats.

Dans le contexte de la politique équitable, il convient de mentionner la tradition coopérative de la Suisse. Dans l'ancienne Confédération déjà, de nombreux domaines d'intérêt public et social étaient organisés sous forme de ce qu'on appelle aujourd'hui coopératives. Dans ce contexte, on parlait des trois «auto-» constitutifs, à savoir l'auto-assistance, l'auto-responsabilité personnelle et l'autodétermination. Dans les conflits récurrents, de nombreux problèmes ont ainsi pu être réglés pacifiquement par les concernés ce qui a renforcé le principe sous-jacent: le bien commun ou bonum commune. Vasella souligne en particulier la Diète fédérale, qui représen-

tait une «parenthèse» importante pour le pays de manière autonome: «La naissance et le caractère de la Diète fédérale sont caractéristiques de l'esprit coopératif et de l'idée d'équité. [...] Elle a contribué de manière décisive à l'approfondissement de l'idée de la compensation des plus faibles. [...] Ses négociations sont le reflet de la lutte constante pour l'équilibre des revendications les plus diverses. Elle a favorisé, comme aucune autre institution, le sentiment d'appartenance commune.»

Après les phases difficiles de la République helvétique (1798-1803) et de la Médiation (1803-1815) qui avaient cependant donné des impulsions importantes, la Suisse a une fois de plus réussi à se développer de manière autonome et à réintégrer la tradition de la «compensation» sur le plan politique. Dès l'époque de la Restauration (1815-1830), les cantons peuvent être qualifiés de «laboratoires de la liberté», ce qui a finalement contribué au développement de la démocratie au niveau communal et cantonal. Ces processus, qui ont conduit vers l'élargissement de la démocratie directe, ont permis d'acquiescer de nombreuses expériences importantes et d'éviter que les désaccords ne dégénèrent en violence politique.

Tentatives de révision du pacte fédéral et guerre du Sonderbund

En prélude de la Régénération (1830-1848), à partir des années 1830/31, des mouvements libéraux-radicaux se sont imposés dans onze cantons qui se sont dotés de nouvelles constitutions cantonales par un acte révolutionnaire pacifique. Ces constitutions étaient marquées par le principe de la souveraineté populaire, la séparation des pouvoirs des institutions politiques et un principe démocratique garantissant des élections régulières.

De plus, les libéraux-radicaux ont rapidement fait pression pour une révision du Pacte fédéral dans le sens des nouvelles constitutions cantonales. L'«appel» du Lucernois *Kasimir Pfyffer* en a été la base. La révision du Pacte fédéral s'est toutefois heurté à un obstacle politique de taille. Comme aucune disposition de révision n'avait été intégrée dans le traité fédéral, la question de savoir si l'unanimité ou la majorité simple suffisait pour la révision a donné lieu à une discussion animée au sein de la Diète.

En 1831 déjà, le canton de Thurgovie a présenté la demande officielle de révision à la Diète. En 1832, une majorité de la Diète, à savoir 13 ½ cantons (sur 22), a imposé la réalisation d'une telle révision. Elle a chargé une commission dirigée par *Gallus Jakob Baumgartner* (1797-1869) à l'élaborer. Le rapporteur était le député genevois *Pellegrino Rossi* (1787-1848), c'est pourquoi le projet élaboré est également appelé «plan Rossi» ou tout simplement «Charte fédérale». Le projet de charte fédérale, qui prévoyait différents droits fondamentaux et un Etat moderne sous forme de fédération, comportait 120 articles. La Diète fédérale devait être transformée en parlement, et un Conseil fédéral de cinq membres, présidé par un Landammann suisse, était prévu. Sur le plan économique, la libre circulation des personnes et des marchandises devait notamment s'appliquer en Suisse et une monnaie unique devait être introduite. Le projet était sans doute trop ambitieux dans l'ensemble, car il a déjà été fortement remanié lors de la diète de mai 1833. Après l'acceptation de l'acte fédéral par dix cantons, il a été rejeté en juillet 1833 lors d'une votation populaire dans la banlieue de Lucerne, où le siège de la Confédération était prévu, ce qui signifiait l'échec du projet.

Les opposants au Pacte fédéral, principalement des conservateurs catholiques et réformés ainsi que des fédéralistes, avaient réussi à imposer leur exigence selon laquelle toute modification du Pacte fédéral nécessitait l'unanimité. Une deuxième tentative de révision en 1833-1835 a également échoué. Il faut retenir que le plan Rossi dans son ensemble représente, avec trois autres projets de constitution non officiels, un jalon important dans l'histoire constitutionnelle fédérale. Il s'agissait certes d'un début, mais tout allait trop lentement pour les libéraux-radicaux. C'est pourquoi ils ont fait avancer la rupture, même si cela était lié à des violations du droit, et avec les contre-mesures des conservateurs, cela a finalement conduit à la guerre du Sonderbund.

La guerre du Sonderbund n'était cependant pas une véritable guerre civile, mais plutôt une «querelle fratricide». C'est ainsi que l'historien américain *Joachim Remak* la décrit, notamment en comparaison de la guerre de sécession des Etats-Unis. Le rôle de *Général Dufour* était certes important, mais il ne faut pas l'exagérer. Sur la base d'expériences historiques, l'état d'esprit de la population et le besoin d'équilibre étaient plus importants. Une proclamation de la Diète fédérale peu avant les premiers actes de guerre voulait également rendre justice à cette attitude médiatrice. Elle adressait explicitement ses paroles à la population des cantons du Sonderbund, mettant en évidence les points suivants: «La Diète fédérale ne veut ni opprimer les confédérés, ni détruire les souverainetés cantonales, ni renverser par la force les institutions fédérales existantes, ni un gouvernement unitaire, ni porter atteinte à vos droits et libertés, ni mettre en danger votre religion.»

La politique d'équilibre a été approfondie à la fin de la courte guerre du Sonderbund, avec l'élaboration de la nouvelle Constitution fédérale. C'est pourquoi ce processus, et finalement l'introduction de la Constitution fédérale, n'était pas non plus une «heure zéro», comme le livre de *Rolf Holenstein* le défend comme thèse. Cela mis à part, l'ouvrage est une mine d'informations sur l'histoire de la création de l'Etat fédéral suisse, grâce à l'exploitation de procès-verbaux privés et de rapports secrets qui comblent quelques lacunes de la recherche. Toujours est-il que la Consti-

175 ans de Constitution fédérale suisse

Fondements historiques et socio-psychologiques

L'Institut de recherche sur la démocratie directe (Fidd) et l'Institut des sciences humaines et sociales de la personne (IPHG) invitent au colloque public dans le cadre du 175^e anniversaire de la Constitution fédérale suisse.

Le colloque mettra en évidence les fondements historiques et socio-psychologiques de la Constitution fédérale de 1848. Son approche interdisciplinaire est particulièrement importante à l'heure actuelle, qui sollicite des réponses adéquates aux questions contemporaines incontournables et aptes à promouvoir activement la paix.

D'un point de vue historique, il s'agit d'apprécier et de réaffirmer l'importance centrale de la neutralité suisse, armée et perpétuelle, et du principe coopératif dans la genèse de la Constitution fédérale.

Pour ce processus, la psychologie sociale met particulièrement l'accent sur l'image personnelle de l'homme, approche qui a constitué le fondement de l'élaboration de la Constitution fédérale. L'objectif était de servir le bien commun (bonum commune) dans les relations humaines et d'assurer ainsi une cohabitation pacifique au sein de l'Etat fédéral quadrilingue, multiculturel et multireligieux dont le but consiste également à protéger les minorités du pays.

Date: samedi 7 octobre 2023

Séances: 9.00 à 12.00 et 14.30 à 17.00 heures

Lieu: Institut des Sciences humaines et sociales de la Personne (IPHG/ISHP) Fischingersstrasse 66, CH - 8370 Sirmach

Les interventions se dérouleront majoritairement en allemand

Pourquoi l'Autriche devrait rester neutre

La neutralité n'offre pas automatiquement une protection – mais son abandon non plus

par Gabriele Matzner*



Gabriele Matzner
(photo Wikipedia)

Une fois de plus, il semblerait que le moment soit venu pour certains de remettre en question la neutralité de l'Autriche, comme *Franz Cede* l'a fait récemment dans un article d'opinion sur l'attaque russe contre l'Ukraine.

Certes, cette guerre contraire au droit international est condamnable. Mais quels sont les fondements qu'elle ébranle, si l'on considère l'évolution des événements au cours de ces dernières décennies? Depuis la fin de la guerre froide, on a pu observer une nouvelle nonchalance dans le traitement du droit international et de l'interdiction du recours à la force. Le système supposément stable de l'après-guerre a en réalité pris fin avec la prétendue «victoire» de l'Occident, de la communauté transatlantique.

Une série de guerres ayant causé d'énormes pertes, en grande partie contraires au droit international et finalement perdues, avec des millions de morts, sont à mettre au compte de cette communauté qui, sous l'hégémonie américaine, s'est érigée pendant un certain temps en gendarme du monde. Au cours des 30 dernières années, voire plus, le droit international, l'ONU et d'autres organisations internationales ont semblé devenir des «modèles en fin de course». Mais déjà avant ces guerres, la majorité de l'humanité ne se sentait pas vraiment en sécurité. Le sentiment d'absence de protection et de perplexité face à toutes sortes de crises et de dangers ne cesse d'augmenter depuis un certain temps déjà.

Vient ensuite l'argument consistant à invoquer une volonté et une détermination politico-militaire constante de l'Occident, dont il ne faudrait pas se tenir à l'écart en tant que pays neutre, un argument qui ne correspond pas à la

* Gabriele Matzner a été collaboratrice du chancelier *Bruno Kreisky* en matière de politique étrangère, directrice adjointe du bureau du droit international public au Ministère des affaires étrangères, Consul général à Berlin, directrice adjointe de l'Académie diplomatique de Vienne et ambassadrice en Slovaquie, en Tunisie et en Grande-Bretagne. Elle a rédigé de nombreuses publications sur des sujets internationaux.

«L'Autriche pourrait contribuer à une nouvelle réflexion tenant compte de la constellation multipolaire, et insuffler ainsi une nouvelle vie à sa neutralité. Pendant des décennies, nous avons pratiqué une politique étrangère active et constructive. Ses objectifs et ses moyens étaient les suivants: aide à la résolution des conflits, règlement des différends, libre échange d'idées, médiation, détente, promotion du développement du droit international et des droits de l'homme, facilitation des rencontres et des négociations, aide humanitaire et bien d'autres choses encore. Une résurrection est possible, et serait utile.»

réalité. Outre les intérêts et cheminements communs, chaque pays poursuit également des intérêts propres et nuancés. La politique étrangère, de sécurité et de défense de l'UE n'est pas non plus gravée dans le marbre, elle est en évolution et nécessite une concertation. La neutralité n'est pas un obstacle à cet égard, et la refonte de la Constitution nous permet de disposer ici d'une certaine marge de manœuvre en faisant usage de la «clause irlandaise».

Pour *Franz Cede*, la neutralité, préférée par une grande majorité stable de la population, ne fait pas partie de l'identité autrichienne. C'est peut-être vrai, mais la lassitude de la guerre est inscrite dans les gènes: l'Autriche n'a plus gagné de guerre depuis la bataille de Belgrade en 1717, il y a plus de 300 ans, et s'est engagée au moins deux fois dans des catastrophes en tant que petit frère aux côtés d'un voisin plus puissant. L'idée, par ailleurs démentie par l'histoire, d'être à l'abri en tant que membre d'une alliance militaire, peut donc se heurter à une sorte d'immunité collective acquise. Peut-être que la population se souvient encore que l'Autriche a gagné une grande réputation internationale grâce à sa neutralité, et qu'elle a pu se rendre utile à maintes reprises, notamment dans le cadre de la détente entre l'Est et l'Ouest ainsi que dans le domaine du droit international et l'humanitaire.

Un progrès tout aussi important que l'intégration

Un autre argument en faveur de l'abandon de la neutralité serait le fait qu'avec l'adhésion à l'UE, cela ferait longtemps que nous ne seri-

ons plus neutres, du moins pas pour la politique étrangère, de sécurité et de défense de l'UE. De la neutralité originelle, il ne resterait que de «modestes fragments» (on avait promis autre chose au peuple lors de l'adhésion). Dans l'UE, ce serait plutôt le principe de solidarité qui s'appliquerait, et une sorte de devoir d'assistance (également militaire) en cas d'attaque, lequel primerait sur la neutralité. Si ce devoir existe, il s'applique naturellement aussi à l'Autriche, même si elle reste neutre. Le fait qu'il n'y ait pas de sécurité absolue, que la neutralité ne puisse pas par définition offrir une telle protection, n'est d'ailleurs pas un fait nouveau capable de remettre en question le statut.

Quel serait donc l'intérêt d'abolir la neutralité perpétuelle? Pourquoi l'Autriche devrait-elle adhérer à l'OTAN, car ce serait bien là le seul motif logique d'un renoncement à la «neutralité restante»? D'ailleurs, même les membres de l'OTAN ne bénéficient pas automatiquement d'une assistance militaire. De plus, la situation géographique à elle seule rend improbable une invasion (manifestement crainte) de l'Autriche par la Russie, puisque les pays de l'OTAN que sont la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie se trouvent entre les deux.

Serait-il vraiment raisonnable de renoncer à la neutralité au moment précis où la maison brûle? La Suisse a-t-elle abandonné la sienne alors qu'une guerre bien plus brutale et criminelle faisait rage tout autour d'elle, déclenchée par un voisin immédiat bien plus menaçant? Et que peuvent faire les alliances militaires (et le réarmement) contre les grandes menaces pesant

sur l'humanité, à commencer par le changement climatique? La neutralité devrait être considérée et développée comme un progrès civilisationnel aussi important que l'intégration. Au lieu de préparer ses funérailles, nous devrions discuter de la manière de la rendre (à nouveau) crédible, sans excès de confiance, mais avec assurance.

L'Occident n'est-il pas de plus en plus isolé?

Il faut tenir compte également du fait que la soi-disant communauté de valeurs occidentale est un modèle en voie de disparition. Son pouvoir s'érode depuis un certain temps déjà. Outre les suspects habituels que sont la Russie et la Chine, de plus en plus de pays du Sud s'émancipent de l'hégémonie occidentale et forment de nouveaux groupements et institutions. La frustration et l'incompréhension face à la politique occidentale augmentent, seuls 40 des 193 Etats membres de l'ONU participent à la politique de sanctions contre la Russie. Les tentatives d'encourager les discussions et les négociations qui mèneraient éventuellement à un cessez-le-feu et à la paix en Ukraine ne proviennent malheureusement pas de l'Autriche, mais des pays non alignés du Sud.

L'Occident n'est-il pas de plus en plus isolé? Ne serait-il pas temps de se remettre en question et de jeter des ponts avec le grand «reste» du monde multipolaire, au lieu de dresser une artillerie (d'abord verbale et économique) contre la Chine? L'Autriche pourrait contribuer à une nouvelle réflexion tenant compte de la constellation multipolaire, et insuffler ainsi une nouvelle vie à sa neutralité. Pendant des décennies, nous avons pratiqué une politique étrangère active et constructive. Ses objectifs et ses moyens étaient les suivants: aide à la résolution des conflits, règlement des différends, libre échange d'idées, médiation, détente, promotion du développement du droit international et des droits de l'homme, facilitation des rencontres et des négociations, aide humanitaire et bien d'autres choses encore. Une résurrection est possible, et serait utile. •

Première publication *Wiener Zeitung* du 6/06/23; reproduction avec l'aimable autorisation de la rédaction et de l'autrice. (Traduction *Horizons et débats*)

«La politique fédérale ...»

suite de la page 6

tution fédérale dans son ensemble ainsi que l'Etat fédéral sont le résultat d'une longue évolution. Dans ce contexte, *Vasella* insiste sur «l'esprit de compréhension mutuelle, la volonté de compatibilité» qui a toujours façonné l'histoire suisse. Et il résume ainsi: «Pour atteindre [ces] bases éthiques, un long processus historique a été nécessaire».

L'ingéniosité de la Constitution fédérale

La Constitution fédérale de 1848 a été la première constitution de la Confédération que les électeurs de l'époque, c'est-à-dire les citoyens suisses majeurs, se sont donnée. La commission mise en place par la Diète pour la révision du Pacte fédéral était composée de 23 membres des gouvernements des différents cantons (y compris des membres libéraux-radicaux des anciens cantons du Sonderbund), à l'esprit pragmatique et favorables au compromis, qui accordaient peu d'importance aux concepts théoriques. Dans son chapitre intitulé «La part des intellectuels», *Holenstein* montre, de manière impressionnante, quelles idées et références de l'histoire de la pensée étaient fondamentales pour les pères de la Constitution. Cinq jours seulement après la première réunion de la commission, en février 1848, la révolution a éclaté à Paris; elle s'est étendue rapidement aux monarchies autoritaires d'Europe qui avaient menacé la Diète d'intervenir en cas de modification du pacte fédéral en janvier 1848 encore. Les forces antilibérales extérieures étaient ainsi affaiblies de manière décisive. La commission de 23 membres a saisi l'occasion: elle a renoncé à d'autres retouches de l'ancien Pacte fédéral et a rédigé la Constitution fédérale en 51 jours.

La création de l'Etat fédéral qui s'en est suivie doit être qualifiée de véritable révolution. Comme nous l'avons déjà mentionné, le Pacte fédéral ne contenait aucune disposition de révision et ne

pouvait donc être modifié qu'avec l'accord de toutes les parties contractantes, c'est-à-dire des cantons. Les pères de la Constitution ont balayé tout cela en s'octroyant de nouvelles bases juridiques avec les «dispositions transitoires»; toutes les étapes suivantes s'appuyaient sur ces dispositions, comme les votations cantonales et la décision de la Diète fédérale qui s'ensuivait. L'unanimité n'était plus requise.

C'est dans cet esprit qu'en juin 1848, la Diète a accepté le nouveau projet de constitution; en juillet et en août les votations dans les cantons ont suivi, 15 ½ les ont approuvées, tandis que 6 ½ les ont refusées. L'ensemble de la Suisse centrale ainsi que le canton du Tessin et le Valais ont dit non. *Uri*, *Obwald* et *Nidwald* se sont basés sur le verdict public à l'occasion de leur «Landsgemeinde». *Lucerne* a consenti, mais par l'application d'une procédure particulière: les abstentions ont été comptées comme des votes positifs. Dans l'ancien canton du Sonderbund, *Fribourg*, le oui l'a également emporté suite à une décision du Grand Conseil. Ces réserves n'étaient pas de bon augure pour la nouvelle Constitution fédérale et donc pour la compensation et l'intégration des perdants. Il faut toutefois souligner que le camp catholique-conservateur vaincu n'était en soi pas hostile au projet et que la plupart des cantons opposés ont également accepté le principe de la majorité en grinçant des dents et en déclarant qu'ils se sentaient liés par la Constitution. Ceci notamment en reconnaissance du fait que certaines de leurs revendications avaient été intégrées dans la Constitution. Le 12 septembre 1848, la Diète fédérale a déclaré que la Constitution fédérale était acceptée et qu'elle constituait la loi fondamentale de la nouvelle Confédération helvétique.

Pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, la Suisse est alors devenue un îlot démocratique et républicain au milieu des monarchies européennes. La Constitution fédérale peut tout à fait être considérée comme une «œuvre d'art

totale», car, comme le montre l'histoire de la neutralité et du principe coopératif, la population suisse appliquait le principe de «l'équilibre» de manière pratique depuis longtemps déjà.

L'intégration des perdants

Après la création de l'Etat fédéral, une historiographie a longtemps prévalu attribuant aux vainqueurs libéraux-radicaux de la guerre du Sonderbund toutes les conquêtes politiques de l'Etat, même la poursuite du développement des instruments de démocratie directe. Malgré la défaite du Sonderbund, certaines de ses revendications ont toutefois été intégrées dans l'élaboration de la nouvelle Constitution fédérale de 1848. La majorité victorieuse a tenu compte des revendications des vaincus. C'est ce qu'avait déjà anticipé la proclamation de la Diète fédérale à la population des cantons du Sonderbund avant les premiers actes de guerre, comme il a été mentionné plus haut. Les vainqueurs ont notamment tenu compte du souhait de souveraineté des cantons également exprimé par des libéraux modérés. Le maintien de l'interdiction des jésuites ne doit pas faire oublier que l'Etat fédéral a pris des accents nettement fédéralistes en affirmant la pleine souveraineté cantonale en matière d'école et des confessions religieuses et en créant la deuxième Chambre législative sous forme de Conseil des Etats (avec deux représentants de chaque canton, indépendamment du nombre de sa population) ainsi que la majorité des Etats pour les cas de transformation de la Constitution. La Constitution fédérale associait le principe national au maintien des Etats en tant que cantons souverains. La Confédération et les Etats membres remplissaient leur mission dans le cadre d'une coopération dualiste basée sur la subsidiarité. Le Sonderbund a ainsi indirectement contribué à rendre plus difficile une solution centralisée et à empêcher d'autres transformations révolutionnaires dans le sens des radicaux.

Le président de la Confédération, *Alain Berset*, nous a récemment rappelé le fait que certaines connaissances historiographiques peuvent également avoir un impact sur la politique, comme le prouve son discours de *Nouvel An* prononcé pour l'année du jubilé 2023, dans lequel il résume ainsi les points importants de l'histoire de la création de la Constitution fédérale de 1848:

«[...] Je me trouve au Musée national suisse, à Zurich. – ici, comme à Prangins et à Schwyz, les deux autres sites du Musée national –, on prend conscience des défis auxquels notre pays a été confronté, et qu'il a toujours su relever. Pourquoi? Parce que nous avons toujours privilégié ce qui nous unit plutôt que ce qui nous divise, et renforcé ainsi notre cohésion. En 1848, par exemple, après la guerre du Sonderbund, les cantons vainqueurs n'ont pas imposé une nouvelle constitution aux cantons catholiques. Ils l'ont rédigée avec eux, créant un Etat souverain, respecté des puissances voisines. Cette Constitution de 1848 – dont nous fêtons cette année le 175^e anniversaire – a constitué une étape essentielle pour l'avenir de la Suisse. C'est à elle que nous devons notre sécurité et notre prospérité, notre culture du dialogue. Notre pays a ensuite connu d'autres avancées majeures – je pense en particulier au droit d'initiative ou de référendum – bases de notre démocratie directe. Voilà donc les principes et des institutions pour lesquels nous continuons, aujourd'hui encore, à nous engager. [...]»

En cette année de jubilé de la Constitution fédérale, le président de la Confédération souligne ainsi lui aussi l'importance de la politique fédérale d'équilibre et l'importance de ce fondement éthique, notamment en temps de crises. •

Le texte est une version élargie parue sur le blog du Musée national (blog.nationalmuseum.ch)

Repères historiques sur les destins de cinq femmes du Val Poschiavo et leurs nouvelles vies ailleurs

A propos du livre par Silva Semadeni

par Eliane Perret

La Suisse est un pays aux multiples facettes, tant sur le plan géographique et linguistique que sur le plan historique. Le Val Poschiavo, une vallée italophone du sud des Grisons, a sa propre histoire mouvementée. Quiconque traverse cette belle vallée à bord du train de la Bernina pour se rendre à Tirano, en Italie, interrompra peut-être son voyage à Poschiavo pour découvrir cet endroit de plus près. Il sera peut-être étonné par les grandes maisons seigneuriales, étonnantes pour une vallée de montagne, et se demandera pourquoi il en est ainsi. Ces «palazzi» forment une rue de nobles villas situées sur l'ancienne périphérie sud de Poschiavo. Elles appartenaient à des Poschiaviens rentrés au pays, qui avaient émigré dans de nombreux pays européens, mais aussi en Russie, en Australie, en Amérique du Nord et du Sud, et ce en bon nombre, surtout dans la seconde moitié du 19^e siècle. Parmi eux, ils étaient nombreux à partager ce point commun d'une existence de confiseurs et cafetiers, souvent avec succès. Lorsque leur situation financière le leur permettait, ils faisaient construire leurs domaines de cette apparence plutôt somptueuse pour cette région, érigées dans le but d'y passer leurs séjours au pays ou leurs vieux jours. Le livre de Silva Semadeni, intitulé «Geboren im 19. Jahrhundert. Geschichten von fünf Puschlaver Frauen» (Nées au 19^e siècle. Repères historiques de cinq femmes du Val Poschiavo) se met à la recherche des vestiges sur leurs vies dans cette époque.

Initiation par une vieille photo de famille

Une photographie, datant probablement de 1884 et représentant cinq femmes, fut le point de départ des recherches de l'auteure et donc de ce livre. Elles sont originaires du Val Poschiavo appartenant à trois générations. Leur portrait a d'abord été accroché dans le salon de l'arrière-grand-mère de l'auteure, plus tard chez sa grand-mère Lilia, ornant aujourd'hui le couloir de Silva Semadeni à Coire.



Qui étaient les personnes représentées? A quoi ressemblait le monde dans lequel elles vivaient et comment s'est déroulée leur vie? Ces questions ont éveillé l'intérêt de l'auteure se mettant à la quête de leurs éventuelles traces de vie. Un travail de recherche complexe a été nécessaire, car l'auteure ne voulait pas se perdre en conjectures ou écrire un roman historique, mais explorer la vie de ces femmes telle quelle, à l'aide de faits vérifiables. Les sources directes étaient pourtant rares. Mais à partir de photos, de lettres, d'informations tirées de journaux et de documents officiels dans les archives ecclésiastiques et les registres officiels, en Suisse et à l'étranger, elle a finalement obtenu une multitude de petites pièces d'une mosaïque, défectueuse naturellement, mais qui ont tout de même permis de combler au moins partiellement les lacunes.

Avec les femmes figurant sur la photo d'antan, il s'agissait d'Orsola Lardelli-Lardelli (1816–1890), l'aînée des cinq femmes ; ensuite de sa fille Angelina Olgiati-Lardelli (1840–1890) mère de Leonita Jochim-Olgiati (1860–1936). Les deux autres sont Eugenia Semadeni-Olgiati (1863–1929) et enfin Angelina Pozzi-Olgiati (1869–1956), l'arrière-grand-mère de l'auteur. Ces cinq femmes appartenaient à des dynasties de confiseurs plutôt privilégiées, ayant tous émigré de différentes vallées des Grisons et qui, grâce à leurs branches professionnelles spécialisées, ont pu mener pendant plus de 150 ans des cafés et des pâtisseries dans des villes situées aux quatre points de l'Europe, de la Pologne au Portugal.



Le site familial de la famille Tomaso et Angelina Olgiati-Lardelli à Poschiavo, actuellement la Mairie. (©iStoria Poschiavo)

Un monde disparu

Dans une première partie, l'auteur décrit le contexte historique et économique de ses protagonistes. Durant la première moitié du 19^e siècle, le Val Poschiavo a connu des temps difficiles. Une famine (1816–1817) et des inondations dévastatrices (1834) ont fortement pesé sur la vie des habitants. Dans la seconde moitié du 19^e siècle, la région a connu un important développement économique et politique ouvrant la voie vers des perspectives de vie plus positives. Dans les années 1825 et 1830, les premières écoles publiques furent installées. Elles étaient strictement confessionnelles, phénomène habituel à l'époque même si les barrières confessionnelles d'alors étaient particulièrement bien ancrées dans la population. C'est également à cette époque qu'a été construite la route du col de la Bernina (1845–1862), qui a ouvert de nouvelles possibilités pour la vallée, jusqu'alors très isolée «du monde». En 1887, les ménages ont reçu de l'eau potable et en 1891, le village a été raccordé à l'électricité. C'est dans ce contexte social marqué par de grands changements que les cinq femmes ont grandi (les trois plus jeunes ont également connu des évolutions comparables rapides dans la première moitié du 20^e siècle). Les expériences du 19^e siècle, déterminées en Suisse par l'émigration massive, ont toutefois été décisives pour les itinéraires que prenaient leurs vies. Contrairement à d'autres régions de Suisse, ce n'est pas forcément la pauvreté qui a motivé les gens à quitter la vallée, mais plutôt leur appartenance à la minorité réformée. Cependant, ils sont généralement restés très liés à leur vallée, toute leur vie durant, passant des périodes dans leur patrie autant que

possible, l'aspirant surtout pour le crépuscule de leurs vies.

Cinq femmes – cinq itinéraires, aussi instructifs que le premier

L'auteure retrace les vies de ces cinq femmes, telles qu'elle a pu les découvrir et reconstruire à partir des sources trouvées. Il est impossible de les présenter ici en détail, mais quelques éclaircissements sur la voie entamée par l'aînée des personnes représentées pourront éveiller tout particulièrement la curiosité des lecteurs, les invitant peut-être à les compléter par la lecture.

L'année 1816, au cours de laquelle Orsola Lardelli-Lardelli, l'aînée des cinq femmes, a vu le jour, est entrée dans l'histoire comme «l'année sans été» suivie d'une famine (due à l'éruption du volcan indonésien Tambora). Peu de temps auparavant, son père était rentré de Copenhague où il avait tenu une pâtisserie. C'est là, dans son pays natal, où il est décédé suite à un accident tragique. Quel coup du sort ce fut dans la vie de la jeune famille!

Quelques années plus tard, elle retrouva le chemin qui la reconduisit à Copenhague. C'est là qu'Orsola a ensuite épousé son cousin, également originaire du Val Poschiavo (le mariage entre cousin et cousines n'y constituant aucun obstacle). Celui-ci avait suivi les traces de son père en tant que pâtissier, loin de sa patrie. Financièrement, il n'avait pas la main habile ce qui l'a finalement contraint à fermer sa pâtisserie. La famille est retournée, vivant dans un premier temps au pays, avant que son mari, père de plusieurs enfants, ne parte pour Pampelune en Espagne. Avant lui, d'autres habitants de Poschiavo étaient déjà partis vers le sud, c'est ainsi qu'à Pampelune, lors de leur arrivée, il y avait un *Café Suizo* (dans d'autres localités espagnoles aussi). Les *bollos suizos*, des petits pains avec une croûte de sucre, étaient une spécialité servie au petit-déjeuner ou comme entre-met, spécialité très appréciée aujourd'hui encore.

Dans cette petite ville d'antan, situé au pied des Pyrénées, le mari d'Orsola tenait donc un café. Quelque temps plus tard, sa femme Orsola le suivit, ensemble avec leurs enfants. C'est là qu'un nouveau défi a commencé pour la famille. Il était varié. D'abord la langue dans un environnement où deux langues, le basque et le castillan, existaient en parallèle. Malheureusement, le chef de famille fut bientôt décédé. Il laissa sa jeune épouse, seule avec ses trois enfants adolescents. Heureusement, elle disposait déjà d'une riche expérience de vie, ayant émigré dans son enfance et connaissant différentes cultures européennes. Elle parlait l'italien et le dialecte poschiavien, comprenait le danois, l'allemand et un peu d'espagnol et de basque. Dans le registre des commerçants de Pampelune, elle figurait ensuite en tant que «cafetera», gérante d'un café. Pour maintenir le lien avec son pays natal, elle entreprenait des voyages de plusieurs semaines, avec des trajets à pied, en calèche ou en voiture, en bateau et, plus tard, en s'aventurant dans un des premiers trains.



Orsola Lardelli-Lardelli (1816–1890), exilée enfant avec sa mère à Copenhague qui vivra plus tard à Pampelune (Espagne) avec son mari Giovan Giacomo. (©Silva Semadeni)

Pampelune est toutefois restée un centre de vie important jusqu'à ce qu'elle revienne, des années plus tard, dans son lieu de naissance, Poschiavo, pour y passer ses dernières années. Des traces de sa fille Angelina mènent également à Poschiavo, car son mari y avait fait construire un manoir. Il s'agit de l'un des palazzi mentionnés au début de l'article. Il appartenait donc à ceux ayant atteint le but le plus convoité des émigrants, sa famille vivant donc le privilège de passer désormais des séjours au pays et dans un environnement très agréable. Mais la famille connut un autre sort tragique, puisque huit de ses onze enfants moururent. C'est à peine imaginable aujourd'hui! Les enfants survivants furent Leonita, Eugenia et Angelina (l'arrière-grand-mère de l'auteure). Silva Semadeni leur consacre un chapitre distinct à chacune, retraçant les étapes de leur vie en Espagne et dans leur vallée d'origine, le Val Poschiavo.

Le secret de la photographie dévoilé

Grâce à des recherches approfondies, l'auteure a pu se rapprocher de la vie de ces cinq femmes. Du moins en partie, car cette entreprise s'est avérée être bien plus complexe qu'elle ne le supposait au départ. Les cinq femmes se trouvant au centre du livre, comment se faisait-il qu'elles émigrèrent courageusement vers des pays étrangers et durent s'adapter à de nouvelles conditions linguistiques, sociales et économiques, à Copenhague, Pampelune ou Vigo (en Galice, sur la côte atlantique espagnole)? Tout en rendant hommage aux cinq personnalités, l'auteure intègre cependant toujours les environnements familiaux et sociaux. Ce sont des compléments importants façonnant une image



Giovan Giacomo Lardelli-Lardelli, avant d'ouvrir son propre café, travailla pendant 10 ans au fameux Café Suizo à Pampelune. (©Silva Semadeni)

toujours plus riche et complète – l'essentiel, me semble-t-il, du livre.

La chronique des événements permet de retracer les conditions de vie des cinq femmes et de leurs familles. Il se présente ainsi en tant que document important sur l'époque, notamment grâce aux nombreuses photos enrichissant le livre ainsi qu'aux explications générales sur les évolutions de la société, les inventions techniques ou les circonstances économiques qui ont marqué l'époque. Les lecteurs et lectrices ont tout le loisir de découvrir les motivations intérieures des personnes décrites. Cela rend la lecture encore plus intéressante, même si cela demande une certaine persévérance pour pouvoir attribuer correctement les nombreux prénoms et noms de famille similaires, voire identiques, aux personnes décrites. Les arbres généalogiques des différentes familles, établis avec minutie, constituent un soutien important à cet égard.

La fin d'une époque

Dans l'histoire de la Suisse, la fin du 19^e siècle marque la fin d'une époque, en particulier dans le Val Poschiavo. Pour le lecteur, ce livre offre un aperçu approfondi des évolutions socio-historiques qui se sont déroulées de manière similaire dans d'autres vallées du canton des Grisons. Les lecteurs s'intéressant aux contextes sociaux historiques, notamment de la région lombarde, apprécieront ce livre bien conçu et illustré de Silva Semadeni.

Semadeni, Silva. *Geboren im 19. Jahrhundert. Geschichten von fünf Puschlaver Frauen*. Ennenda/Chur: Somedia Buchverlag 2023. ISBN 978-3-907095-64-5